



Pensons famille

Le bulletin du Regroupement inter-organismes pour une politique familiale au Québec

Volume 20, numéro 96, décembre 2008

Éditorial

Monsieur le Ministre (Première lettre)

Montréal, le 31 décembre 2008

M. Toni Tomassi
Ministre de la Famille
425, rue Saint-Amable, 4e étage
Québec (Québec) G1R 4Z1

Monsieur le Ministre,

Le Regroupement inter-organismes pour une politique familiale au Québec veut d'abord vous féliciter très chaleureusement de la confiance que M. le Premier ministre Jean Charest vous témoigne en vous nommant Ministre de la Famille.

Le Regroupement est un grand rassemblement d'organismes familiaux et d'organismes à intérêt familial.

Il compte actuellement quatre-vingt-seize membres : d'Afrique au féminin à YMCA Saint-Laurent !

S'il en est pour dire que l'éducation est l'art de la patience et la répétition, nous avons pour notre dire que l'éducation est la pratique de la fidélité et de la constance.

C'est dans cet esprit de fidélité et de constance, et de confiance, que nous croyons que ce qui a été dit à maintes reprises ne libère pas de l'obligation de la réaffirmation.

Comme vous êtes le Ministre de la famille et que nous sommes le Regroupement inter-organismes pour une politique familiale au Québec, ces affirmations et réaffirmations ont rapport à la politique familiale au Québec.

Le Regroupement inter-organismes pour une politique familiale au Québec, selon son habitude, profite de l'éditorial de son bulletin *Pensons famille* pour écrire à la Ministre ou au Ministre de la Famille et partager avec lui ses réflexions, ses contentements et ses préoccupations sur la politique familiale au Québec.

Nous en sommes à notre vingt-cinquième lettre.

Ces considérations nous permettent de faire le point sur la politique familiale et d'engager avec vous le dialogue qui bâtit le partenariat et la solidarité.

Depuis les tout débuts du Regroupement et la première rencontre de ses fondateurs, le 22 février 1983, et la délivrance de ses lettres patentes, le 15 mai 1984, les Membres du Regroupement et leurs différents Conseil d'administration ont toujours eu le désir et la volonté, très sincères et très efficaces, d'être les partenaires et les collaborateurs des personnes politiques ou fonctionnaires en autorité au Gouvernement pour l'instauration, l'élaboration, la consolidation et le perfectionnement de la politique familiale au Québec.

Ainsi, des collaborations étroites et sincères se sont installées entre les dirigeants du Regroupement et les personnes Ministres qui ont occupé les différentes fonctions reliées à la politique familiale.

Pour mémoire, nous les citons.

Nous avons collaboré avec les ministres Denis Lazure, Pierre-Marc Johnson, Camille Laurin, Yves Beaumier, Thérèse Lavoie-Roux, Robert Dutil, Violette Trépanier, Pauline Marois, André Boisclair, Nicole Léger, Linda Goupil, Claude Béchar, Carole Thérberge, Michelle Courchesne et Marguerite Blais.

D'autres parmi nous, qui œuvrons à la politique familiale avant la fondation du Regroupement, avons eu le privilège de col-

laborer également avec les ministres René Lévesque, Émilien Lafrance, Claude Forget.

Et maintenant, vous, Monsieur Tomassi.

Qu'avons-nous à vous dire?

Il nous faut toujours réaffirmer les quatre grandes caractéristiques d'une politique familiale globale : l'autonomie, l'horizontalité, la verticalité, la subsidiarité.

Autonome, la politique familiale ne relève d'aucune autre mission de l'État que du mieux-être des familles.

Horizontale, la politique familiale s'occupe à ce que chacune des autres missions de l'État favorise le développement intégral des familles.

Verticale, la politique familiale se préoccupe de l'épanouissement des membres de la famille à tous les âges de leur vie.

Subsidiaire, la politique familiale ne fait pas à la place des familles, mais vient en soutien aux familles.

Mais si elle a quatre grandes caractéristiques, la politique familiale a aussi six modalités fondamentales et essentielles.

Ces modalités fondamentales et essentielles sont : la nutrition, l'habillement, le logement, la santé, l'éducation, le travail.

Et dans cet ordre-là!

Cela nous permet, à vous comme à nous, de nous poser quelques questions que nous assumons pour nous-mêmes et que nous avons déjà posées à vos prédécesseurs :

« Connaissons-nous des familles qui souffrent de sous-alimentation quantitative ou qualitative? »

« Connaissons-nous des familles qui sont mal vêtues ou qui ont eu froid cet hiver? »

« Connaissons-nous des familles qui sont mal logées ou qui sont exploités par des propriétaires sans scrupules? »

« Connaissons-nous des familles qui n'ont pas un accès suffisant aux soins de santé? »

« Connaissons-nous des familles qui faute d'instruction et d'éducation adaptées n'arrivent pas à vivre de façon convenable dans la société? »

« Connaissons-nous des familles qui en Capitale, en Métropole et en Régions, n'ont pas un travail convenable leur permettant de gagner dignement leur vie et ainsi s'épanouir? »

À nous tous de répondre.

Monsieur le Ministre, c'est votre rôle d'œuvrer au mieux-être des familles du Québec.

C'est aussi notre devoir.

Vous représentez les familles auprès du Premier ministre, auprès de vos collègues du Conseil des ministres, auprès du Gouvernement.

Nous croyons que vous avez besoin de notre aide, nous vous l'offrons.

Nous avons besoin de votre aide, nous comptons sur vous.

Dans un esprit de collaboration et de partenariat, nous voulons, également, par la présente solliciter une rencontre entre vous et les membres de notre Conseil d'administration afin de mieux nous connaître et ainsi mieux servir les familles.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de nos meilleurs sentiments.

Le Président
Gérard Valade

Le Directeur général
Yves Lajoie

Les familles et l'école

Les familles et l'école - le mercredi 24 septembre 2008

Les personnes-ressources



M. Patrick Laplante Directeur adjoint
École secondaire Georges-Vanier
Commission scolaire de Montréal
CSDM

M. Pierre Bergevin Porte-parole
Ministère de l'Éducation
du Québec

Mme Marie Bourque Porte-parole
Membre du Conseil provincial
Association des parents catholiques
du Québec - APCQ

Mme Maria Mourani Criminologue
Députée d'Ahuntsic - Bloc Québécois
Auteure de
« La face cachée des gangs de rue »

Le rôle d'un pédagogue
La participation des enseignants
Le rôle de l'école

Le rôle de l'État

La dépossession des parents

Les gangs de rue :
une famille et une école

Le rôle d'un pédagogue - La participation des enseignants - Le rôle de l'école

M. Patrick Laplante
Directeur adjoint
École secondaire Georges-Vanier
Commission scolaire de Montréal
CSDM



**Commission
scolaire
de Montréal**

3737, rue Sherbrooke Est
Montréal (Québec) H1X 3B3

Vox : (1) 514 596-6000

info@csdm.qc.ca

www.csdm.qc.ca/csdlm/index.asp

Voir et entendre l'intégral des propos de M. Patrick Laplante

www.familis.org/riopfq/publication/pensons96/laplante.html

École secondaire Georges-Vanier

1205, rue Jarry Est

Montréal Qc H2P 1W9

Vox : (1) 514-596-4160

Fax : (1) 514-596-4161

g.vanier.parents@csdm.qc.ca

www.csdm.qc.ca/gvanier/



Le rôle de l'État

M. Pierre Bergevin
Porte-parole
Ministère de l'Éducation
Québec

www.mels.gouv.qc.ca/

[www.mels.gouv.qc.ca/
ministere/nousJoindre/](http://www.mels.gouv.qc.ca/ministere/nousJoindre/)

Voir et entendre
l'intégral des propos
de M. Pierre Bergevin

[www.familis.org/riopfq/
publication/pensons96/
bergevin.html](http://www.familis.org/riopfq/publication/pensons96/bergevin.html)



**Éducation,
Loisir et Sport**
Québec



Renseignements généraux

Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport
1035, rue De La Chevrotière, 28^e étage
Québec (Québec) G1R 5A5

Du lundi au vendredi
De 8 h 30 à 12 h et de 13 h à 16 h 30
Vox : (1) 418 643-7095
Ligne sans frais : 1 866 747-6626
Fax : (1) 418 646-6561

La dépossession des parents

Mme Marie Bourque
Porte-parole
Membre du Conseil provincial
Association des parents catholiques
du Québec - APCQ



ASSOCIATION DES PARENTS CATHOLIQUES DU QUÉBEC



Association des parents catholiques du Québec

7400, boulevard St-Laurent, bureau 406
Montréal (Québec) H2R 2Y1

Bureau provincial : Vox : (1) 514-276-8068

Bureau régional Montréal : Vox : (1) 514-279-0670

No. de téléphone sans frais : 1 866 376-8068

Télécopieur : Fax : (1) 514-948-2595

www.apcq.net/fr/index.php

apcq406@bellnet.ca

Voir et entendre l'intégral des propos de Mme Marie Bourque
www.familis.org/riopfq/publication/pensons96/bourque.html

Les gangs de rue : une famille et une école

Mme Maria Mourani Auteure
Criminologue de

Députée d'Ahuntsic - Bloc Québécois « La face cachée des gangs de rue »

**La famille, l'école et les gangs
de rue**



La famille, l'école et les gangs de rue

Maria Mourani, sociologue et criminologue
La face cachée des gangs de rue

Portrait de la situation

- 99% des jeunes qui se regroupent ne sont pas des gangs de rue
- Représente 10% de la criminalité juvénile
- SPVM: 20% des membres ont entre 11 et 16 ans alors qu'en 1985, 70% avaient entre 14 et 16 ans
- Actuellement: 60% ont entre 17 et 28 ans et 20% entre 29 et 35 ans ou plus

- En 1985, 30% avaient entre 17 et 28 ans
- Population vieillissante
- Recrutement de plus en plus de jeunes
- Ne pas minimiser ou exagérer le phénomène
- Comprendre sans juger
- Présence: Laval, Québec, Gatineau, Drummondville, Longueuil, Saint-Jérôme, Alma, Saint-Jean-sur-Richelieu, Jonquière, Repentigny, Trois-Rivières, Sherbrooke
- Vingtaine de bandes majeures à Montréal
- 300-500 membres
- Peu nombreux, mais efficacité criminelle

- Millions \$\$/an
- Trafic de stupéfiants
- Fraude
- Prostitution
- Trafic d'armes
- Sentiment d'insécurité
- Bruyante et visible
- Défraie les médias

- Janvier à août 2005: 719 délits contre la personne
- Majorité sont des hommes
- Depuis 2002, 397 tentatives de meurtre dont 51 en 2005
- 71% des victimes ont 25 ans et moins (2005)
- 39% des victimes ont moins de 18 ans (2005)

- En 2006, le SPVM a procédé à 1529 arrestations impliquant 300 garçons et filles d'âge mineur
- Enquêtes sur 85 agressions armées, 12 meurtres et 42 tentatives de meurtre
- En 2007, le SPVM rapporte 14 meurtres; plusieurs tentatives de meurtre et agressions armées liés aux gangs

Pourquoi parler de familles et d'écoles quand on parle de gangs de rue

Famille et l'école sont notamment les deux lieux de socialisation fondamentale dans le développement des jeunes et cela a un impact direct sur leur adhésion ou pas aux gangs



Famille

- Famille est le 1er lieu de socialisation
- Inculque les valeurs: respect, honnêteté, etc.
- Eduque
- S'occupe de la sécurité physique (nourrir et dormir) et psychologique de l'enfant
- Donne de l'amour

École

- Autre lieux de socialisation
- Lui apprendre à interagir avec les autres
- Développer des compétences et des connaissances
- Inculquer aussi des valeurs
- Ne peut et ne doit pas se substituer aux parents

- À chacun son rôle
- Mais il est fondamental que l'école et la famille collaborent au développement de l'enfant et dans le même sens
- Les parents doivent être impliqués dans le processus scolaire de leur enfants, mais aussi avoir une appartenance à l'école et cela passe par leur engagement envers l'école (bénévolat)

Parents doivent démontrer une opinion favorable envers l'école

- Aimer apprendre
- L'importance de l'école
- La valorisation de la réussite mais pas de la perfection
- Parents qui exercent énormément de pression sur leurs jeunes et qui ne comprennent pas que tous les enfants ne sont pas au même niveau d'apprentissage

- Respect de l'enfant
- L'encourager et le féliciter
- L'aider dans ses devoirs ou prendre les moyens nécessaires si on ne peut l'aider

Reste qu'on ne naît pas parent et on apprend à le devenir avec nos forces et nos carences

Malgré toutes les mesures mises en place par les écoles du Québec, beaucoup d'enseignants et autres membres du personnel se sentent démunis face aux gangs de rue

Posons nous la question?
Qu'est-ce qui attire les jeunes dans un gang de rue?
Et
Qui sont ces jeunes qui sont dans les gangs de rue ?



Qu'est-ce qui attire les jeunes dans un gang de rue?

- Sentiment de se trouver une famille
- Pouvoir
- Argent
- Protection
- Puissance
- Amour
- Amitié
- Filles
- Luxe
- Valorisation

Qui sont-ils?

- Partagent certaines valeurs de la société, mais tout est relatif
- Leader
- Intelligent
- Charismatique
- Beau parleur
- Colère/rage
- Manque d'amour

- Idéaliste
- Loyal
- Cynique
- Sens du respect et de l'honneur
- Décrocheur ou non
- Problème de drogues ou pas
- Problème familiaux ou pas
- Toutes les couches socio-économiques, majoritairement dans la classe moyenne à pauvre
- Membres de leur famille

- Fréquentation d'adultes et de personnes criminalisées
- Fréquente entre autres des lieux pour adultes (Ex: les bars, les clubs, etc.)
- Avoir des modèles de référence axés sur la criminalité et la violence. Ex : Boucher, Parrain, fifty sens
- Avoir des attraits qui intéressent le gang (Ex : parents dans le milieu des affaires ou juridique)
- Jeunes du quartier
- Jeunes vulnérable

En gros

- Jeunes dont la société n'a pas su voir les grandes qualités et que le gang a su récupérer
- Jeunes dont la société a su voir les grandes qualités, mais à qui le gang offre plus de chances de réussite

Les parents et l'école ont une responsabilité majeure dans la lutte aux gangs de rue et c'est la collaboration de ces deux partenaires avec d'autres partenaires que l'on peut avoir une lutte efficace contre les gangs de rue

Que pouvons nous faire? En tant que parent

- Être à l'écoute;
- Respecter le jeune
- Créer un lien de confiance
- Communiquer
- Être présent et s'occuper de nos enfants
- Avoir des moments de plaisir avec notre jeune
- Valoriser le jeune; encadrer notre jeune
- S'impliquer dans son cheminement scolaire
- S'informer sur le phénomène
- Amour

Que pouvons nous faire en tant qu'École

- Il est capital de connaître et de comprendre le phénomène : ex1: un jeune vous dit qu'il est membre des bleus/des Crips/Bad Boy/Rivière-des-Prairies; ex2: Crips/École de Saint-Michel/tannant/le transférez-vous dans une école de Montréal Nord?



- Assurer avec les autres partenaires du quartier la sécurité aux abords des écoles
- Avoir au moins un intervenant gang de rue dans l'école
- Être à l'écoute et créer un lien de confiance avec les jeunes
- Ne pas juger ni condamner
- Respecter le jeune
- Ne pas accepter la violence ou l'intimidation envers des membres du personnel ou d'autres élèves

- Avoir un code vestimentaire et de discipline clair
- Impliquer les jeunes dans l'école afin de développer un attachement à l'institution
- Occuper les jeunes
- Leur donner des responsabilités où ils pourront exercer leur leadership

- Engager la famille dans le processus
- Ne pas tomber dans des préjugés de type ethnique
- Soyez imaginatif, faites les choses autrement et surtout ne pas croire que vous pouvez sauver tous les jeunes

En terminant

- On a parlé de la responsabilité parentale et de l'école dans la lutte aux gangs de rue
- D'autres acteurs importants : police, les organismes communautaires des quartiers, les communautés des quartiers et bien sur, les différents paliers de gouvernements (politique de conciliation travail famille, lutte à la pauvreté, etc.)

Fin

Mme Maria Mourani

Criminologue

Députée d'Ahuntsic

Bloc Québécois

Bureau de circonscription

9775, rue Waverly

Bureau 102-103

Montréal (Québec) H3L 2V7

Vox : (1) 514-383-3709

Fax : (1) 514-383-3589

Bureau du parlement

Chambre des communes
Ottawa (Ontario) K1A 0A6

Vox : (1) 613-992-0983

Fax : (1) 613-992-1932



mourama@parl.gc.ca

www.mariamourani.org

Voir et entendre l'intégral des propos
de Mme Maria Mourani

www.familis.org/rioptfq/publication/pensons96/mourani.html



Maria **MOURANI**
Présente dans **Ahuntsic !**

www.blocquebecois.org

BLOC
QUÉBÉCOIS

Les familles et la faim

Les familles et la faim - le mercredi 15 octobre 2008



Les personnes-ressources

- Mme Fatima Chouaiby
Coordonatrice en sécurité alimentaire
Mon Resto Saint-Michel
Mon Resto Saint-Michel
- M. Carlos Suarez
Coordonnateur à la liaison communautaire
Moisson Montréal
Les ressources alimentaires
- M. Frédéric Paré
Coordonnateur à la souveraineté alimentaire
L'Union des producteurs agricoles
La souveraineté alimentaire
- Mme Anne-Marie Tougas, M.Ps.
Candidate au Ph.D. Psychologie communautaire
Département de psychologie
Faculté des sciences humaines - UQAM
La sécurité alimentaire des familles

Mon resto Saint-Michel

Mme Fatima Chouaiby
Coordonatrice en sécurité alimentaire
Mon Resto Saint-Michel

Les familles et la faim

Les familles et la faim

- Profil des familles du quartier Saint-Michel
- La sécurité alimentaire au sein de Mon Resto Saint-Michel
- Les enjeux du quartier Saint-Michel

Profil des familles du quartier Saint-Michel

- 53 610 personnes en 2006
 - ✓ 81,5% vivent en famille
 - ✓ 12% personnes seules
- Le taux de chômage est de 12,4%
- Le revenu total moyen est de 21 618\$ comparativement à 32 946\$ à Montréal

Profil des familles du quartier Saint-Michel suite

- 5625 personnes sont touchées par l'insécurité alimentaire dont 2 259 souffrent de la pauvreté alimentaire

Les lieux d'approvisionnement des familles

- Le super C
- Maxi
- Métro
- Sami fruits

L'aménagement urbain

- Plusieurs obstacles rendent difficiles les déplacements dans le quartier :
- L'autoroute Métropolitaine
 - Deux carrières Est-Ouest



La table de sécurité alimentaire Aliment'action

- Existe depuis 1996
- Mobilise une dizaine d'organismes ayant comme préoccupation la sécurité alimentaire
- Mon Resto Saint-Michel est un membre actif au sein d'aliment'action



Mon Resto Saint-Michel

Né d'un besoin et issu de la collectivité, l'organisme travaille au niveau de la sécurité alimentaire, de l'insertion sociale et au soutien de famille.



Sécurité alimentaire

- Pour répondre aux besoins immédiats d'insécurité alimentaire des familles, Mon Resto offre le service de dépannage alimentaire ainsi que de services alternatifs



Sécurité alimentaire

- Les groupes d'achat
- Les cuisines collectives
- Les cours de cuisine pour jeunes parents
- Des ateliers de nutrition
- Magasin partage
- Bonne boîte bonne bouffe
- Jardins collectifs
- La sécurité alimentaire des femmes enceintes en collaboration avec CSSS



Groupe d'achat

- Organisé avec 15 aliments de base en s'adaptant à la diversité culturelle
- 30 familles participent



Cuisines collectives

- Cuisines multiculturelles
- Cuisines avec les jeunes de 16 à 25 ans (portions)



Cours de cuisine

- Sensibiliser et informer vingt (20) jeunes parents à une saine alimentation



Ateliers de nutrition

- Informer et sensibiliser quatre-vingts (80) participants



Magasin Partage

- La rentrée scolaire: 300 enfants
- Noël : 350 familles



Bonne Boîte Bonne Bouffe



Jardins collectifs

- Développer une alternative pour mieux économiser
- Développer le travail collectif comme moyen de briser l'isolement et de créer un réseau d'entraide



La sécurité alimentaire des femmes enceintes

- Prévenir les carences alimentaires chez les tout-petits
- Informer les mamans au niveau des besoins bio/psycho/social du nourrisson par des ateliers thématiques



Les enjeux

- Faible revenu
- Manque d'interaction entre les communautés culturelles et la société québécoise
- Une augmentation de l'immigration récentes (moins de 3 mois)
- L'augmentation récente des denrées alimentaires (30 à 40%)
- Désorganisation physique du territoire



Mme Fatima Chouaiby

Mon Resto Saint-Michel

8461 Saint-Léonard, bureau 3, étage 1
Montréal Québec H1Z 1Z4

<http://mtl.arrondissement.com/monrestosaintmichel>

Voir et entendre l'intégral des propos de Mme Fatima Chouaiby

www.familis.org/riopfq/publication/pensons96/chouaiby.html

Vox : (1) 514-727-4249

Fax : (1) 514-727-4892

monresto@videotron.ca

Les ressources alimentaires

M. Carlos Suarez

Coordonnateur à la liaison communautaire
Moisson Montréal

Les ressources alimentaires

LES RESSOURCES ALIMENTAIRES

Conférencier : Carlos Suárez
Coordonnateur : Liaison communautaire / Développement durable / RADC

15 octobre 2008

PROGRAMME DE PROVISIONS

➔ Dépannage d'urgence : UNE SEULE FOIS.

Le dépannage d'urgence est principalement le mandat de deux grandes organisations, Jeunesse au Soleil et la Société Saint-Vincent-de-Paul; cette dernière fournit des coupons d'une valeur de 50,00\$ pour acheter des denrées dans une épicerie du secteur; Jeunesse au Soleil dispose dans son entrepôt de denrées non périssables pour les sinistrés.

Parmi les organismes membres de MM, certains ont la mission et le mandat de faire le dépannage d'urgence, sans être en relation directe ou indirecte avec les deux organismes ci-haut mentionnés.

Il n'y a pas de consensus entre tous les organismes en sécurité alimentaire quant à la définition du **Dépannage d'urgence** et surtout sur ce que l'on doit faire par la suite avec les personnes qui ont fait appel à ce service.

➔ Distribution de colis

- une fois par semaine
- deux fois par mois
- une fois par mois



La plupart des organismes font une distribution hebdomadaire avec un contrôle plus ou moins précis du nombre de participants, selon les moyens techniques et la quantité de personnel rémunéré ou bénévole pour produire une liste informatisée ou non des usagers du service d'aide alimentaire.

Une forte dépendance au service de la part des usagers existe depuis longtemps, car dans la majorité des organismes, il n'y a pas d'activités reliées au service de distribution.

Le fait de ne pas partager les informations entre organismes favorise l'abus chez un pourcentage minimal d'usagers.

La quantité de denrées alimentaires périssables et non périssables données dans les organismes communautaires est d'environ 72% à 80 % du panier familial.

Les activités en sécurité alimentaire offertes dans certains organismes aident les personnes à faire une cuisine plus équilibrée et variée. Le partage des recettes est un moyen efficace de planifier des repas nouveaux, d'incorporer dans les habitudes alimentaires la consommation de légumes ou de fruits venus d'ailleurs.



La présence de nutritionnistes ou de diététiciens dans les organismes permet aux usagers d'acquérir des connaissances dans la répartition alimentaire hebdomadaire et la consommation des produits alimentaires.

Il faut trouver des moyens pour compléter le pourcentage manquant du panier familial.

PROGRAMME DE REPAS

La préparation des repas est un autre moyen d'aider une population démunie.

Logiquement, pour cela, il faut des établissements adaptés à la production de repas chauds ou froids, prêts à consommer sur place ou à transporter ailleurs.

PETITS-DÉJEUNERS DANS LES ÉCOLES

Certains organismes préparent et offrent des petits-déjeuners dans les écoles de quartiers défavorisés.



REPAS AUX ÉCOLES

Même principe que pour les petits-déjeuners, un organisme qui offre des repas chauds ou froids, selon le plan Paget d'il y a quelques décennies.



De plus en plus, on constate avec les intervenants dans les écoles que le nombre d'enfants qui arrivent le matin à l'école l'estomac vide augmente de manière alarmante.

Dans les écoles secondaires, très peu de cafétérias offrent des repas-santé, particulièrement dans les écoles où il n'y a pas de cafétéria, dans les environs de l'école, les élèves, à l'heure du déjeuner, peuvent se procurer des repas riches en graisses, glucides et sucres, sans aucune valeur nutritive et à très bas prix.

Les collations consommées après l'école sont à 98% des produits achetés dans les épiceries : croustilles, boissons gazeuses, gâteaux sucrés, etc.

Comment combattre ces habitudes alimentaires, produit d'une publicité surabondante dont les adolescents sont victimes depuis longtemps?

REPAS COMMUNAUTAIRES

Une des ressources alimentaires la plus populaire pour deux raisons, le coût très accessible et la possibilité de bavarder avec quelqu'un.

Le service offert varie selon l'organisme de 3 à 5 jours par semaine et dans tous les cas, les midis seulement.

Les personnes qui fréquentent ces établissements le font un peu en cachette. Il faut noter que les installations ne sont pas de luxe et, selon le secteur de la ville, sont plus fréquentées par une clientèle spécifique.



On constate de plus en plus la présence de familles qui profitent des repas communautaires avec leurs enfants.

Certains restos communautaires font des efforts quant à la décoration, au service d'attention et ils deviennent de lieux agréables pour les usagers. Une étagère avec des livres, de la musique douce, des plantes naturelles et quelques tableaux font en sorte que les gens se sentent dans une ambiance presque familiale.

REPAS PRÉPARÉS

Des aliments surgelés ou prêts à consommer sont offerts dans quelques restos communautaires, ce qui est idéal pour ceux qui travaillent dans la proximité ou qui veulent manger dans l'intimité de leur foyer.

C'est aussi un moyen de gagner de l'argent pour les organismes déjà très à court en financements officiels et/ou privés.

Ils ne sont pas en concurrence avec les popotes roulantes, mais plutôt un complément et ils sont offerts uniquement pendant l'avant-midi.



SERVICE DE TRAITEUR

Trois clientèles différentes utilisent ce type de service, soit les organismes communautaires quand ils organisent un événement spécial, les entreprises du secteur pour le même motif et pour encourager l'organisme et les familles avec des moyens modestes qui veulent fêter un événement social et familial.

Certains services de traiteur sont offerts avec du personnel hautement qualifié.

LES CUISINES COLLECTIVES



Mouvement né au Pérou dans les années 70 et dirigé par des femmes de mineurs pour pallier la famine.

Aujourd'hui, c'est une des ressources alimentaires la plus connue, nous comptons plus de 1330 groupes dans la province.

La première cuisine collective est née à Hochelaga-Maisonneuve et, en quelques années, les cuisines collectives se sont répandues un peu partout.

Ce sont des groupes de femmes principalement et d'hommes qui se réunissent pour planifier, acheter, préparer, cuisiner et partager des milliers de recettes culinaires.

LES LIVRES DE RECETTES

Les écoles, les cuisines collectives, les centres communautaires, etc. ont édité de façon artisanale ou professionnelle des livres de recettes d'ici et d'ailleurs.

L'immigration a apporté un nombre impressionnant de produits et de livres de recettes ainsi que la manière de les préparer et de les consommer.

ÉPICERIE COMMUNAUTAIRE

L'épicerie communautaire permet aux personnes économiquement défavorisées d'acheter des denrées alimentaires en toute dignité et à très bas prix.

Cette ressource alimentaire est une de plus prometteuses dans l'avenir, car elle permet aux résidents d'un quartier de s'approvisionner en denrées non périssables, en fruits et légumes frais de bonne qualité presque au prix coûtant.



Il existe de nombreux projets dans l'île de Montréal, et le meilleur exemple est l'épicerie communautaire « Le magasin d'Emilie », projet de La Corbeille de Bordoaux-Cartierville.

Source à consulter : www.assembleealimentaireval.org/corbeille

MAGASINS-PARTAGE

Il y a deux moments dans l'année où les magasins-partage organisent des activités un peu partout : à la rentrée scolaire et à Noël.



Regroupement des Magasins-Partage de l'île de Montréal

Les Magasins-Partage accueillent sans discrimination la population appauvrie de l'île de Montréal. Peu importe sa source de revenu, son statut social, culturel ou religieux, un ménage dans le besoin ne peut être exclu.

Un Magasin-Partage est plus qu'une épicerie, car il donne aux participants le pouvoir de choisir leurs propres denrées. Il prône des valeurs de dignité, de prise en charge et de solidarité. Il permet aux personnes à faibles revenus et à leurs enfants de briser leur isolement et de pouvoir magasiner comme tout le monde dans le respect et la dignité.

Cheque personne peut ainsi choisir ce qui lui convient selon ses goûts, ses besoins spécifiques et sa culture.

Une contribution volontaire de 10% du coût réel de l'épicerie est demandée aux participants, cela leur permet de participer de façon dynamique à l'activité et, par conséquent, de se sentir respecté dans leur dignité. Les sommes d'argent recueillies sont aussitôt réinvesties dans le Magasin-Partage, afin de permettre à plus de résidents de bénéficier du service offert.



Le Magasin-Partage crée une solidarité dans le quartier. L'organisation nécessite la participation de plusieurs partenaires. Non seulement les intervenants des ressources communautaires sont mis à contribution mais également les commerçants, les institutions publiques et parapubliques, les résidents et les participants eux-mêmes.

Source : <http://www.mqipm.org/magasin.html>

LES JARDINS COLLECTIFS

Les jardins collectifs ne poussent peut-être pas comme des champignons dans les villes, mais ils font germer l'esprit d'entraide dans la tête des collectivités qui bourdonnent autour de ces îlots de verdure voilés à la ville. Plus encore, dans une société où l'économie de marché est essentiellement basée sur l'offre et la demande, ces espaces constituent une bouffée d'air frais et témoignent de la possibilité de fonctionner différemment, en résumé, de produire une partie de ce qu'on consomme sans passer par des intermédiaires.

Rendé Larochelle



Depuis maintenant plus de dix ans, de multiples initiatives de jardinage collectif ont vu le jour au Québec. S'entraînant dans des communautés et des enjeux locaux, des expertises variées ont vu le jour, allant de l'hortithérapie à l'éco-alimentation en passant par l'insertion socio-professionnelle, la lutte à l'insécurité alimentaire et l'éducation environnementale sans parler du verdissement du milieu scolaire et du jardinage sur les toits.

Michel Bergeron du Regroupement des jardins collectifs du Québec

BONNE-BOÎTE BONNE-BOUFFE

Ce programme a pour objectif de permettre aux personnes de Montréal l'accès à une variété de fruits et de légumes d'excellente qualité. En collaboration avec des producteurs agricoles du Québec, le programme consiste à acheter en grande quantité des produits maraichers frais et à les revendre à faible coût aux collectivités par le biais des organismes communautaires. En encourageant la production locale, ce programme pilote axé sur le développement durable se veut une option complémentaire, pratique et économique aux produits offerts par les banques alimentaires. D'abord initié dans l'arrondissement Notre-Dame-de-Grâce (NDG) et le NDG Food Depot, avec l'appui financier de la Direction de la santé publique (DSP), Bonne-Boîte Bonne-Bouffe est devenu un programme régional soutenu par Centreide du Grand Montréal et d'autres fondations.

Source : <http://www.moissonmontreal.org/fr/projets.html>



DES FRUITS ET DES
LÉGUMES FRAIS LIVRÉS
DANS VOTRE
QUARTIER !



Regroupement d'achats collectifs des organismes communautaires



Les organismes desservis par Moisson Montréal dépensent plusieurs millions de dollars par année à l'achat de denrées pour compléter leur approvisionnement. Ce projet vise la constitution d'une structure de coopération pour l'achat de ces denrées supplémentaires en permettant d'appuyer, voire de renforcer, la cohésion entre organismes dans la lutte contre la pauvreté.



Source : <http://www.moissonmontreal.org/fr/projets.html>

TRANSFORMATION ALIMENTAIRE

Nous souhaitons gérer plus adéquatement le volume important de fruits et de légumes frais non redistribués en provenance de notre approvisionnement à travers un projet de transformation alimentaire. Les produits ainsi préparés (sauces, potages, confitures, etc.) seraient distribués aux organismes desservis. En collaboration avec le programme Formation en experts de Montréal de la Commission scolaire de Montréal, nous souhaitons incorporer dans ce projet un volet de formation en transformation alimentaire qui se déroulerait dans nos locaux.



Source : <http://www.moissonmontreal.org/fr/projets.html>

**Merci de
votre
attention !**



M. Carlos Suarez

Voir et entendre l'intégral des propos
de M. Carlos Suarez
www.familis.org/riopfq/publication/pensions96/suarez.html



La plus grande banque alimentaire au Canada

Moisson Montréal

6880, Chemin de la Côte-de-Liesse
Montréal Québec H4T 2A1

Vox : (1) 514-344-4494

Fax : (1) 514-344-1833

info@moissonmontreal.org

www.moissonmontreal.org

Souveraineté alimentaire: Définition, contexte d'émergence, cheminement et perspectives

Regroupement inter-organismes pour une politique familiale au Québec
15 octobre 2008

Par Frédéric Paré, agr, M.A.

Au menu

1. Qu'est-ce que la souveraineté alimentaire ?
2. Contexte et réalités d'émergence
3. À l'international, deux visions
4. Cheminement de la souveraineté alimentaire
 - a. Histoire moins récente
 - b. Histoire plus récente
 - c. L'exception culturelle
5. En perspective

1. Qu'est-ce que la s.a.?
Le droit des peuples (pays) à

- Définir leur politique agricole et alimentaire
- Protéger et réglementer la production et les échanges dans un objectif de développement durable tant aux échelles nationale qu'internationale
- Déterminer leur degré d'autonomie alimentaire
- Se protéger du dumping économique, sanitaire, social (salaire) et environnemental sur leur marché
- Une production agricole et alimentaire locale, saine et écologique, réalisée dans des conditions de travail et de rémunération décentes

2. Contexte d'émergence

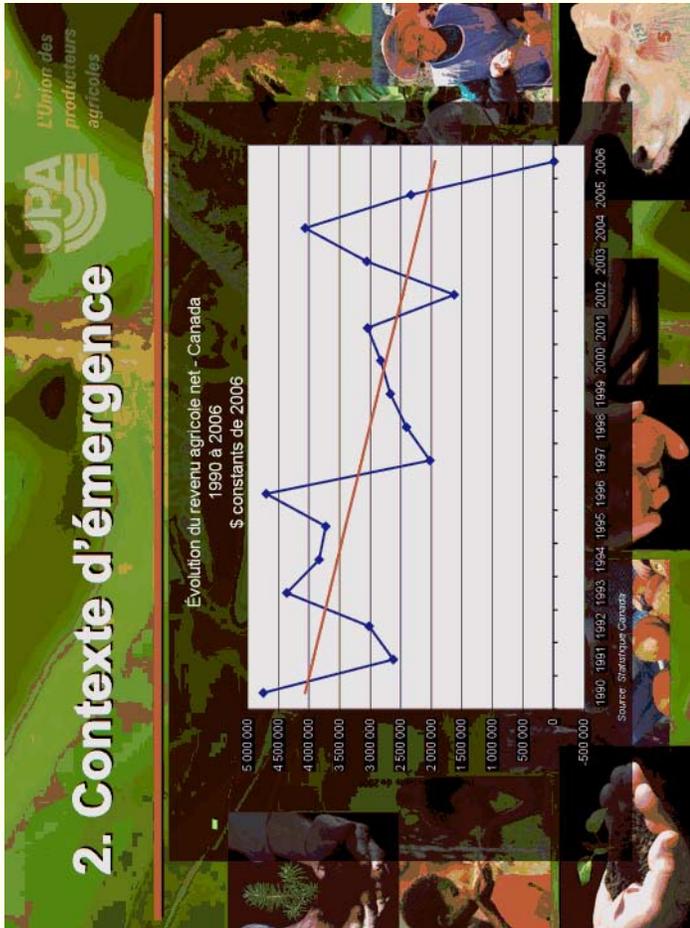
Contexte et réalités en agriculture

- Revenu agricole net décroissant ou instables
- Perte d'exploitations agricoles (5,6 fermes/sem. au Qc.) ¹
- Concentration sans précédent:
 - 66% des aliments transformés au Québec transitent par 4 entreprises ²
 - Qc.: 82% :3 entreprises, Canada: 52%: 5 entreprises ³
 - Phillip Morris: 0,10\$ par 1,00\$ d'achat aux USA; ⁴
 - Par \$ d'achat d'aliment, un part - grande aux prod.; ⁵

Critiques sociales pr- aux pratiques agricoles compétitives

1. Statistique Canada, recensement 2001-2006
2. Union des producteurs agricoles. Bilan annuel d'une politique québécoise de la transformation alimentaire. Mémoire présenté au ministre du MAPAQ, septembre 2001. Page 6
3. Bio Clips, Vol. 4 numéro 4, octobre 2001
4. Voir le site et al. dans Web, L'Union des producteurs agricoles et l'association de l'industrie agro-alimentaire
5. Union québécoise pour le bien-être de la nature. 2002. Op. Cit





2. Contexte d'émergence

- Sihelli: 14,2%
- Dupont: 29,9%
- Zeneca: 27,6%
- New Holland: 25,2%
- CP: 7%
- General Mills: 151,8%
- Métre-Richelieu: 17,8%
- United Grain Growers: 3,9%
- Fermeiers: 0,7%
- Banque Royale: 17,6%

Traduction libre de : National Farmers Union, 2003. *The farm crisis, bigger farms, and the myths of « competitiveness » et « efficiency ».*

2. Contexte d'émergence

Du côté des citoyens consommateurs d'aliments

- 854 M de personnes souffrent de la faim (2006) ¹
- 700 000 Canadiens aux banques alimentaires ²
- Répartition géographique de la distribution et revenus à Montréal: lien clair ³
- 400 000 000\$ contre l'obésité, d'ici 10 ans
- En C.-B., en 2017, 100% du budget de la Santé et à l'éducation et 0% pour tout le reste. ⁴

1. J. Haqueem, « Faunt dans le monde et politiques agricoles et alimentaires: Élan et perspectives », Conseil économique et social, République Française, février 2008
 2. Center for food security, Carabien context: http://www.ccsa.ca/~/media/CCSA/~/images/~/story/~/story_04_08.pdf
 3. Les disparités de l'accès à des aliments sains à Montréal, Direction de la santé publique de Montréal, ASSOCIATI, sept. 2008
 4. Les spécialisations de l'emploi dans les secteurs alimentaires au Québec, Gouvernement de la Colombie-Britannique, site web, 3 juillet 2008

2. Contexte d'émergence

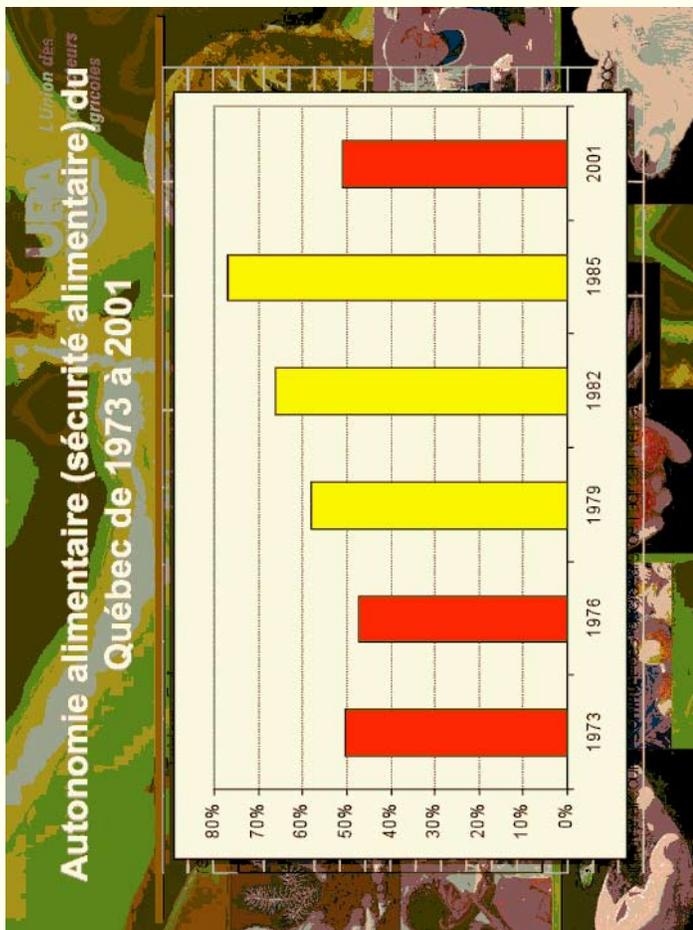
Du côté des citoyens consommateurs d'aliments

- Augmentation de 700% de la vente des précurseurs en 15 ans ¹
- Perte de vitamine C, A, E et B, même ds d'excellentes conditions d'entreposage ²;
- Détérioration des valeurs nutritives des fruits et légumes frais depuis 60 ans ³

Un sondage Équiterre-Léger Marketing ⁴ (2007) dit:

- 77% des canadiens prêts à des efforts
- 72% des canadiens prêts à payer + cher
- 84% d'entre eux le feraient pour soutenir les producteurs

1. Pilayezu, 2003. Le consommateur québécois et ses dépenses alimentaires. Bto clips, vol. 6, no. 2. Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'alimentation du Québec.
 2. Blander and Bender: 1987. Nutrition Reference Handbook. Oxford University Press. Dans Sustain, décembre 2001. Eating and Changing Climate
 3. Worthington, Virginia. Nutritional Quality of Organic Versus Conventional Fruits, Vegetables and Grains. The Journal of Allergic Complications, Medeches. Volume 16, numéro 2, 2001, pages 161 à 173
 4. Étude sur les facteurs humains et commerciaux à choisir des produits responsables dans le secteur, mars 2001



2. Contexte d'émergence

Tableau comparatif - Industrie porcine au Canada

	1988	2002
Nombre d'éleveurs de porc au Canada	33 760	11 565
Prix des côtelettes de porc à l'épicerie	6,88 \$/kg	9,54 \$/kg
Prix payé à l'éleveur	1,44 \$/kg	1,46 \$/kg
Salaires de départ aux employés de l'emballage	9,38 \$/h	9,65 \$/h

Traduit et tiré de : National farmers union, 2003. *The farm crisis, bigger farms, and the myths of « competition » and « efficiency ».*

2. Contexte d'émergence

Sur le plan de l'environnement

- Transport accru des aliments (2600km); ¹
- Le tiers des camions contiennent des aliments; ²
- Système alimentaire énergivore: 16% de l'énergie; ³
- 75% des variétés agricoles cultivées ou élevées dans le monde ont disparu depuis 100 ans; ⁴
- Des pratiques agricoles intensives... et compétitives...
- Des conditions climatiques extrêmes + fréquentes et des récoltes endommagées ou perdues ⁵

1. Hawaii, Brian, David Warfield, L'univers des fossiles, 2003
2. Wendell, Laura, 2003, On Chi
3. Pirogi, R. et al. 2001. Food, Fuel and Fertilizers : An Iowa perspective on how the food travels, fuel usage, and greenhouse gas emissions. Leopold Center for Sustainable Agriculture, Iowa State University.
4. Solange Lavoie, « Pour le sauvegarde du patrimoine végétal », Le Devoir, 21 mars 2003, p. B6, dans Warfield, 2003.
5. Groupe international d'experts sur le climat (GIEC), rapport 2007.

2. Contexte d'émergence

Question :

Comment concilier :

- le droit individuel au commerce et à l'entrepreneuriat ou celui d'acheter ce qu'on veut comme consommateur;
- les droits humains comme ceux à l'alimentation et à un travail décent, et donc la responsabilité des États de les garantir ?



3. À l'international: 2 visions

D'une part, l'alimentation est reconnue comme un droit humain fondamental dans:

- Déclaration universelle des droits de l'Homme (1948)
- Constitution de la FAO (1965)
- Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels (1966)
- Convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant (1989)

Union des producteurs agricoles

13

3. À l'international: 2 visions

D'autre part, l'aliment est aussi traité comme une marchandise dans les accords commerciaux comme:

- OMC
- Alena

Alors, l'aliment; un droit ou une marchandise?

Nous expérimentons la coexistence entre le droit d'entreprendre et le droit de manger?

Union des producteurs agricoles

14

4. Cheminement de la souveraineté alimentaire

- Via Campesina, Sommet de la FAO, Rome, 1996
- Déclaration de la Havane, 2001
- Peoples food security network, 2002
- MOMAGRI, (marché vs droit à l'alimentation), 2002
- Déclaration de Katmandou (ONGs 13 pays), 2002
- Déclaration de Beijing, (ONGs 15 pays), 2004
- Déclaration de Hong Kong (56 pays), 2005
- Déclaration de Bamako, (ONGs d'Afrique), 2006
- Inter Pares (ONG internationale), 2006
- Déclaration de Nyéléni, (100 pays, 500 délégués), 2007

Union des producteurs agricoles

15

4. Cheminement de la souveraineté alimentaire

Déclaration de Montréal, (45 organisations), sept. 2007

- Agropur
- Coopérative fédérée
- Chicléens farmers of Ontario
- Producteurs de poulet du Canada
- Producteurs de lait du Canada
- Office canadien de commercialisation des oeufs d'incubation et de poulet vivant
- Les principaux syndicats du Qc. (CSN, FTQ, CSQ)
- Greenpeace, Équiterre, Enjeu
- Union des consommateurs, Regroupement des cuisines collectives du Qc.
- Association québécoise des banques alimentaires
- Associations des médecins vétérinaires praticiens du Qc.
- Faculté de médecine vétérinaire de l'U de M.
- Chantier de l'économie sociale
- Conseil québécois de la coopération et de la mutualité
- Fédération des municipalités du Qc.

Union des producteurs agricoles

16

4. Cheminement de la souveraineté alimentaire

Union des producteurs agricoles

- UPA (résolution d'orientation), (décembre 2007)
- *Création d'un comité de travail de la FCA (fév. 2008)*
- CAAAQ (Rapport final), fév. 2008
- Keystone producers of Manitoba, janv. 2008
- Michel Barnier (agriculture dans l'OMC ?), avril 2008
- Bernard Kouchner (interdire la spéculation), avril 2008
- Dcitrn. 12 pays latino-américains (droit à souv./sécurité), 7 mai 08
- Parlement européen (droit à souv./sécurité), résln. 22 mai 08
- De Schutter et Ziegler (libéralisme = + de faim), 5 juin 08

17

5. En perspective: un chantier national

Union des producteurs agricoles

Valorisation des aliments canadiens, pour les Canadiens, par ce qui nous reste de souveraineté:

- *Campagnes d'information sur les avantages de l'achat local;*
- *Nouveaux programmes favorables à l'achat local;*
- *Réglementations nouvelles (étiquetage obligatoire, seuil d'approvisionnement dans les supermarchés, etc.)*
- *Valorisation de la mise en marché collective et de la gestion de l'offre*
- *Approvisionnements canadiens pour les établissements publics*
- *Représentations pour la révision des "mentions ambiguës" (Produit du Canada, Canada no.1, de fantaisie, Biologique)*

18

5. En perspective: un chantier international

Union des producteurs agricoles

Valorisation des aliments canadiens, pour les Canadiens, par ce qui nous manque de souveraineté:

- Des ententes internationales de réciprocité p/r aux normes de qualité, de salubrité ou environnementales
- Des ententes internationales reconnaissant l'*exception agricole* et le caractère fondamental de la sécurité alimentaire
- Des ententes internationales **ORGANISANT le marché** pour la partie des aliments qui est internationalement commercée. (10%)

Ne va pas à l'encontre des compétences mais cherche une manière durable et équitable de commercer, qui ne minera pas les capacités nationales de production/alimentation

19

Le précédent : l'exemption culturelle

Union des producteurs agricoles

- 1998 : Coalition québécoise
- 1999 : Coalition canadienne (Appui des deux gouvernements)
- 2005 : Adoption à l'UNESCO de la Convention sur la diversité culturelle (148 pour et 2 contre)

20

En somme :

Un nouveau contrat social responsable à la hauteur du rôle de l'agriculture et de l'alimentation.

Un commerce moins libre, plus contraint mais plus sécuritaire, stable et durable




M. Frédérique Paré



L'Union des producteurs agricoles
555, boul. Roland-Therrien, bureau 100
Longueuil, Qc J4H 3Y9

Vox : (1) 450-679-0530
www.upa.qc.ca
upa@upa.qc.ca

Voir et entendre l'intégral des propos de M. Frédérique Paré

www.familis.org/riopfq/publication/pensons96/pare.html



Coalition pour la souveraineté alimentaire

La sécurité alimentaire des familles

Mme Anne-Marie Tougas
Candidate au Ph.D. Psychologie communautaire
Département de psychologie
Faculté des sciences humaines - UQÀM

La sécurité alimentaire des familles: enjeux, ressources, controverses

Anne-Marie Tougas, M.Ps.
Candidate au Ph.D Psychologie communautaire
Université du Québec à Montréal



Droit à l'alimentation

« Toute personne a droit à un niveau de vie suffisant pour assurer sa santé, son bien-être et ceux de sa famille, notamment pour l'alimentation... »

Déclaration universelle des droits de l'homme, article 25.1

© Anne-Marie Tougas

Présentation 15 octobre 2008 - RIOPFQ

2



Insécurité alimentaire

- Lorsque...
 - l’approvisionnement d’aliments sûrs et nutritionnellement appropriés est déficient
 - la capacité d’acheter des aliments par des moyens socialement acceptables est limitée ou incertaine (Anderson, 1990)

13,1

% de la population québécoise de 12 ans et + en situation d’insécurité alimentaire (Santé Canada, 2007)

Présentation 15 octobre 2008 - RIOFPQ

3

© Anne-Marie Tougas

Indices d’insécurité alimentaire

Institut de la statistique du Québec (2000)

1. La monotonie du régime alimentaire
 - « Nous mangeons la même chose plusieurs jours de suite parce que nous n’avons que quelques aliments sous la main et n’avons pas d’argent pour en racheter »
2. La restriction de l’apport alimentaire
 - « Nous mangeons moins que nous devrions parce que nous n’avons pas assez d’argent pour la nourriture »
3. L’incapacité d’offrir des repas équilibrés aux enfants
 - « Nous ne pouvons pas offrir des repas équilibrés aux enfants de notre foyer parce que nous ne pouvons pas nous le permettre financièrement. »

Présentation 15 octobre 2008 - RIOFPQ

4

© Anne-Marie Tougas

Échelle d’insécurité alimentaire des adultes (ESCC, 2004)

- Vous [...] avez eu peur de manquer de nourriture avant la prochaine rentrée d’argent
- Toute la nourriture que vous [...] aviez achetée a été mangée et il n’y avait pas d’argent pour en racheter
- Vous [...] n’aviez pas les moyens de manger des repas équilibrés
- Vous [...] avez déjà réduit votre portion ou sauté des repas
- Vous [...] avez déjà réduit votre portion ou sauté des repas pendant 3 mois / +
- Vous-même avez déjà mangé moins que vous auriez dû, selon vous
- Vous-même avez déjà eu faim sans pouvoir manger
- Vous-même avez perdu du poids
- Vous [...] avez passé une journée entière sans manger
- Vous [...] avez passé une journée entière sans manger pendant 3 mois / +

Présentation 15 octobre 2008 - RIOFPQ

5

© Anne-Marie Tougas

Conséquences sur la santé

- Carences en vitamines et minéraux
- Affaiblissement du système immunitaire
- Maladies chroniques
- Restriction des activités physiques
- Angoisse / Dépression
- Problèmes de comportement chez les enfants d’âge préscolaire

Présentation 15 octobre 2008 - RIOFPQ

6

© Anne-Marie Tougas

Conséquences sur les dynamiques familiales

- Modification des patrons et rituels de repas
 - absence de plaisir, d'invitations festives
- Sentiment d'enfreindre les normes et valeurs sociales rattachées au repas
- Disruption des dynamiques familiales
 - colère, irritabilité, tabous, etc.
- Modification des moyens d'acquisition et de gestion de la nourriture
 - crédit, privation, etc.

© Anne-Marie Tougas

Présentation 15 octobre 2008 - RIOFPQ

7

Conséquences sur la société

- Retard de développement
- Réduction de la capacité de concentration et d'apprentissage
- Diminution de la productivité
- Faible résistance aux infections → + long séjour à l'hôpital → + \$\$\$ en soins de santé
- Exclusion sociale

© Anne-Marie Tougas

Présentation 15 octobre 2008 - RIOFPQ

8

Sécurité alimentaire

« La sécurité alimentaire existe lorsque tous les êtres humains ont, à tout moment, un accès physique et économique à une nourriture suffisante, saine et nutritive leur permettant de satisfaire leurs besoins énergétiques et leurs préférences alimentaires pour mener une vie saine et active » Organisation des Nations Unies, 1996

© Anne-Marie Tougas

Présentation 15 octobre 2008 - RIOFPQ

9

Déterminants de la sécurité alimentaire (Équiterre, 2004)

1. Accès aux aliments
2. Qualité des aliments
3. Diversité des aliments
4. Pérennité du système agroalimentaire
5. Capacité de prise en charge

© Anne-Marie Tougas

Présentation 15 octobre 2008 - RIOFPQ

10

Accès aux aliments : Définition

- *L'accès aux aliments fait référence à la disponibilité physique des aliments, qui doit être adéquate, stable et assurée, ainsi qu'à l'accessibilité économique de ces aliments pour tous les citoyens (Équiterre, 2004)*

© Anne-Marie Tougas

Présentation 15 octobre 2008 - RIOFPQ

11

Accès aux aliments : Enjeux

- Disponibilité physique
 - Faible présence d'épiceries à bannières en milieu défavorisés (Bertrand, 2006)
 - Déserts alimentaires (Cummins & McIntyre, 2002)
- Accessibilité économique
 - Coûts reliés au logement
 - Coûts reliés à l'équipement culinaire

© Anne-Marie Tougas

Présentation 15 octobre 2008 - RIOFPQ

12

Accès aux aliments : Ressources

- Disponibilité physique
 - Cybermarché
 - Santropol roulant
- Accessibilité économique
 - Fondation OLO
 - Moisson Montréal
 - Club des petits-déjeûners du Québec
 - Repas à prix modiques
 - Groupes d'achats
 - Cuisines collectives

© Anne-Marie Tougas

Présentation 15 octobre 2008 - RIOFPQ

13

Qualité des aliments : Définition

- *La qualité des aliments renvoie à la nécessité d'une nourriture saine et nutritive permettant de mener une vie active et de maintenir la santé à long terme. Cela implique la sécurité sanitaire des aliments à court et à long terme, ainsi qu'une valeur nutritive adéquate [...] (Équiterre, 2004)*

© Anne-Marie Tougas

Présentation 15 octobre 2008 - RIOFPQ

14

Qualité des aliments : Enjeux

- Valeur nutritive
 - Transformation et transport des aliments
 - Habitudes alimentaires et obésité
 - Alimentation biologique
- Sécurité sanitaire
 - Hormones, pesticides, antibiotiques
 - OGM

© Anne-Marie Tougas

Présentation 15 octobre 2008 - RIOFPQ

15

Habitudes alimentaires et Obésité

- Taux d'obésité adulte 1990-2004
- Taux d'embonpoint et d'obésité des jeunes (2-17 ans) **26%**
 - Produits transformés
 - Depuis 20 ans, hausse de la consommation de dîners précuités (470 %) et de préparations précuites (700 %) (St-Amour, 2005)
 - Consommation de sodium
 - Le Québec est la province canadienne où on consomme le plus de sodium par jour (moy: 3 350 mg, apport tolérable: 2 300 mg)
 - Habitudes sédentaires
 - 36% des enfants (6-11 ans) passent + de 2 hrs/ jour devant la télé
 - Les adolescents passent en moyenne 20 hrs / sem. devant l'écran
- Obésité et insécurité alimentaire
 - Faible revenu = - de nourriture et + de calories /gramme

© Anne-Marie Tougas

Présentation 15 octobre 2008 - RIOFPQ

16

Organismes génétiquement modifiés (OGM)

- Au Québec
 - 41 % des superficies de soya
 - 44 % des superficies de maïs pour l'alimentation animale
 - près de 95 % des superficies de canola
- Dans les épiceries
 - 60 % à 75 % des aliments transformés contiendraient des OGM
- Avantages
 - Rendement des cultures
 - climat, éléments nutritifs, réduction des pesticides, vaccins, etc.
 - Aide alimentaire aux populations en expansion
- Inconvénients
 - Risques pour la santé
 - allergies, résistance aux antibiotiques, cancers, etc.
 - Pollution génétique

© Anne-Marie Tougas

Présentation 15 octobre 2008 - RIOFPQ

17

Qualité des aliments : Ressources

- Garderies bio
- Défi Santé 5/30
- Biotech Action Montréal
- Étiquetage obligatoire



© Anne-Marie Tougas

Présentation 15 octobre 2008 - RIOFPQ

18

Diversité des aliments : Définition

- *La diversité des aliments reflète la nécessité d'un système alimentaire suffisamment varié pour permettre de satisfaire les préférences alimentaires de tous, afin de respecter les normes sociales et culturelles, ainsi que la dignité humaine (Équiterre, 2004).*

© Anne-Marie Tougas

Présentation 15 octobre 2008 - RIOFPQ

19

Diversité des aliments : Enjeux

- Uniformisation de l'offre
 - Standardisation des aliments
 - Disparition du patrimoine alimentaire
 - Homogénéisation des goûts
- Spécialisation
 - "Révolution verte" et fermeture des petites fermes
 - Dépendance envers les technologies extérieures

● Selon la FAO (2003), 75 % des variétés agricoles cultivées dans le monde ont disparu depuis 1900.

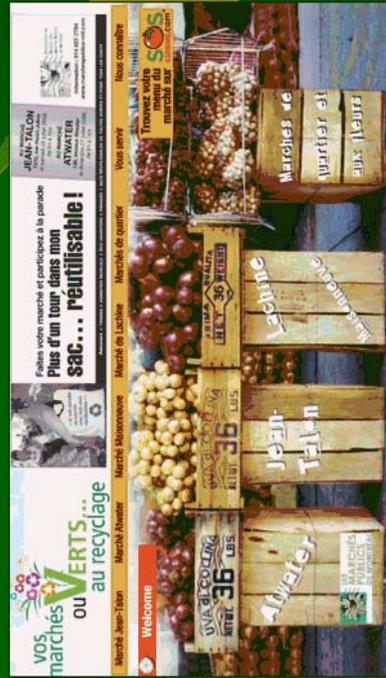
© Anne-Marie Tougas

Présentation 15 octobre 2008 - RIOFPQ

20

Diversité des aliments : Ressources

- Marchés publics



© Anne-Marie Tougas

Présentation 15 octobre 2008 - RIOFPQ

21

Pérennité du système agroalimentaire : Définition

- *La sécurité alimentaire exige du système agroalimentaire qu'il ait un caractère durable, c'est-à-dire qu'il puisse répondre aux besoins des générations présentes sans compromettre la capacité des générations futures à satisfaire les leurs. Cela nécessite donc que le système agroalimentaire maintienne la santé des écosystèmes ruraux, la fertilité des sols agricoles et qu'il limite sa dépendance aux fluctuations économiques et politiques extérieures (Équiterre, 2004).*

© Anne-Marie Tougas

Présentation 15 octobre 2008 - RIOFPQ

22

Pérennité du système agroalimentaire : Enjeux

- **Transport et GES**
 - Trajet moyen d'un aliment = 2500-4000 km (Halweil, 2002)
- **Phénomènes naturels**
 - Réchauffement planétaire
 - Dégradation des sols
 - Désertification
 - Quantité et qualité de l'eau
 - Menace de la biodiversité
- **Détournement des produits alimentaires**
- **Viabilité de l'agriculture québécoise**



© Anne-Marie Tougas
Présentation 15 octobre 2008 - RIOFPQ

Pérennité du système agroalimentaire : Enjeux (suite)

- **Détournement des produits alimentaires**
 - Agrocarburants
 - Croissance annuelle de la production mondiale = 15%
- **Arguments POUR**
 - Réduction des GES de 40 %
 - Aide aux pays en développement
- **Arguments CONTRE**
 - Déforestation
 - Hausse des prix
 - Besoins accrus en irrigation

© Anne-Marie Tougas
Présentation 15 octobre 2008 - RIOFPQ

Pérennité du système agroalimentaire: Enjeux (suite)

- **Viabilité de l'agriculture québécoise**
 - Revenus à la baisse depuis 20 ans
- **MAIS**
 - Augmentation constante des prix

Parts du producteur selon le prix des aliments (Équiterre, 2005)	Prix	Part (\$)	Part (%)
Verre de lait	1,50\$	0,17	8%
T-bone	12,00\$	1,80	15%
Pot de cornichons	2,99\$	0,12	4%
Sac de croustilles	1,59\$	0,10	6,3%

© Anne-Marie Tougas
Présentation 15 octobre 2008 - RIOFPQ

Pérennité du système agroalimentaire : Ressources

- **Agriculture soutenue par la communauté**
- **Marchés de solidarité régionale**
- **Commerce équitable**



© Anne-Marie Tougas
Présentation 15 octobre 2008 - RIOFPQ



Capacité de prise en charge : Définition

- *La capacité de prise en charge réfère [...] à l'accès des citoyens à des informations simples et fiables permettant de faire des choix alimentaires éclairés. La capacité de prise en charge des citoyens fait également référence à la capacité associative des citoyens et à leur capacité de dépasser le rôle de consommateur en investissant les différents maillons de la chaîne agroalimentaire afin de prendre en main leur sécurité alimentaire individuelle et collective (Équiterre, 2004).*

© Anne-Marie Tougas

Présentation 15 octobre 2008 - RIOFPQ

27

Capacité de prise en charge : Enjeux

- **Savoirs culinaires et alimentaires**
 - Connaissances
 - Attitudes
 - Comportements

© Anne-Marie Tougas

Présentation 15 octobre 2008 - RIOFPQ

28

Capacité de prise en charge : Ressources

- La tablée des chefs
- Jardins communautaires



© Anne-Marie Tougas

Présentation 15 octobre 2008 - RIOFPQ

29

Solutions durables à l'insécurité alimentaire (McIntyre, Walsh et Conner, 2001)

- Augmenter le salaire minimum et l'aide sociale;
- Protéger les politiques d'assurance-emploi;
- Maintenir et accroître le niveau de protection de l'assurance-médicaments;
- Assurer l'accessibilité à des produits alimentaires de base sains et nutritifs ;
- Accroître l'accès à des logements abordables;
- Faciliter l'accès aux services de garde, aux opportunités de formation et aux programmes d'insertion à l'emploi, spécialement pour les familles monoparentales.

© Anne-Marie Tougas

Présentation 15 octobre 2008 - RIOFPQ

30



Souveraineté alimentaire

- Droit des peuples de définir leurs politiques agricoles, en autant que cela ne nuise pas à l'agriculture d'autres pays (Via Campesina, 2005)
- Arguments favorables
 - contrepoids à la libéralisation des marchés des produits agricoles
 - lutte à la pauvreté
 - commerce équitable
- Argument défavorable
 - réduction de l'activité économique des pays en voie de développement
 - politique d'autarcie et de fermeture

© Anne-Marie Tougas

Présentation 15 octobre 2008 - RIOFPQ

31

Souveraineté alimentaire : protection face au dumping

- Contrôle du marché mondial de l'alimentation
- Les subventions aux transnationales favorisent le **DUMPING** et menacent l'agriculture paysanne

↓

Vente de produits à un prix inférieur que dans le pays d'origine de l'entreprise

- Coton (Mali, Burkina Faso, Tchad, Bénin)
- Banane (Afrique, Caraïbes, Pacifique)
- Riz (Haïti)
- Lait (Jamaïque)
- Blé (Kenya)

© Anne-Marie Tougas

Présentation 15 octobre 2008 - RIOFPQ

32

Voir et entendre l'intégral des propos de Mme Anne-Marie Tougas

www.familis.org/riopf/publication/pensons96/tougas.html



Mme Anne-Marie Tougas

Département de psychologie
Université du Québec à Montréal
C.P. 8888 succursale Centre-ville
Montréal, Qc H3C 3P8

www.psycho.uqam.ca



Vox : (1) 514-987-4184
Fax : (1) 514-987-7953

UQAM
Faculté des sciences humaines www.fsh.uqam.ca

Réflexions / Discussions

- Les familles ont-elles vraiment le choix?
- La sécurité alimentaire deviendra-t-elle un luxe?
- Est-il souhaitable que les initiatives actuelles en matière de sécurité alimentaire se limitent à l'apport en alimentation au détriment de la lutte à la pauvreté?
- L'aide alimentaire crée-t-elle une dépendance?

© Anne-Marie Tougas

Présentation 15 octobre 2008 - RIOFPQ

33

Assemblée générale

Le Regroupement inter-organismes pour une politique familiale au Québec

Rapport d'état et d'activités pour l'année 2007-2008

Monsieur Gérard Valade
Président

Le 13 novembre 2008

Chers amis, chers collègues,

Nous voici en Assemblée générale annuelle du Regroupement inter-organismes pour une politique familiale au Québec.

Cette Assemblée se tient, ici même, au Secrétariat du Regroupement, et je nous souhaite, à toutes et tous, la plus cordiale des bienvenues.

Je voudrais vous souligner que si je suis le président du Regroupement, c'est qu'avant tout, comme vous toutes et tous, je suis un délégué d'un organisme membre, en l'occurrence, la Table provinciale de pastorale familiale. Je la remercie de m'avoir permis d'être à votre service.

Depuis notre dernière rencontre, ici même, l'an dernier, le 15 novembre 2007, beaucoup d'événements se sont produits, tant dans la vie de notre Regroupement que dans le domaine de la politique familiale.

1. Les objectifs du Regroupement

Comme le nom même du Regroupement l'indique, nous sommes un regroupement d'organismes familiaux et d'organismes à intérêt familial

Le Regroupement a été fondé le 22 février 1983 et ses Lettres patentes ont été délivrées le 15 mai 1984.

Nous sommes constitués pour l'instauration et le développement d'une politique familiale au Québec.

Nous ne sommes pas un regroupement partisan en politique, mais nous sommes éminemment politiques.

Nous sommes, venant d'horizons différents, le lieu de la conscience et du militantisme pour promouvoir le mieux-être des familles. Nous nous sommes donnés cette responsabilité et nous voulons l'exercer selon nos buts et objectifs.

Nous les évoquons, car ils sont toujours d'actualité.

Notre Regroupement a les buts suivants :

- 1.1 Regrouper les organismes familiaux et les groupes à intérêt familial
- 1.2 Effectuer toute recherche concernant la famille
- 1.3 Informer ses membres et leur fournir de la documentation
- 1.4 Agir auprès des pouvoirs publics et des médias pour promouvoir les intérêts des familles.

2. Les moyens du Regroupement

Notre action s'est concrétisée par le déploiement de plusieurs moyens d'action que nous énumérons ici et sur lesquels nous reviendrons.

2.1 Le Carrefour des affaires familiales

C'est un centre de documentation sur les questions familiales, un centre de recherche et de développement sur les politiques familiales, un forum ouvert aux membres et au public sur des sujets d'actualité en politique familiale.

Si le Regroupement est constitué d'organismes, le Carrefour est constitué de personnes.

Ses activités se manifestent sous forme de déjeuners-croissants.

2.2 Le bulletin Pensons famille

C'est un bulletin d'information et de communication.

C'est un miroir de la famille québécoise.

- Version papier : Jusqu'en 2003, le tirage version papier du Pensons famille était de sept cents (700) exemplaires. Nous le tirons maintenant à cent cinquante (150) exemplaires papier.

- Version Internet : Nous rendons disponible sur Internet le Pensons famille en format html et en format pdf. Nous distribuons le Pensons famille nouveau à travers notre liste courriel qui compte plus de mille adresses.

- Version CD et DVD : Nous avons innové en rendant disponible les bulletins Pensons famille en version CD et DVD. Nous avons intégré dans ces versions les enregistrements audio et vidéo de nos déjeuners-croissants. Une révision est en cours.

2.3 Le site www.familis.org/riopfq

C'est un site Internet créé le 8 août 1997, grâce au Fonds de l'auto-route de l'information. C'est un lieu au service des membres et des familles. Son achalandage se situe autour de mille (1 000) visites par jour

Ce qui est très considérable.

2.4 Le webcasting www.familis.org/webcasting.html

Depuis le 19 avril 2000, en version audio, et depuis le 19 septembre 2001, en version vidéo, nous diffusons en différé nos déjeuners-croissants sur Internet. C'est tout à fait exceptionnel.

2.5 L'adresse riopfq@familis.org

C'est un courriel simple et unique.

C'est un lien au service des membres et des familles.

3. Les activités du Regroupement

Voyons maintenant en détail, en regard de nos objectifs, comment se sont effectuées nos activités et comment se sont concrétisés nos engagements.

Certaines de nos activités auront permis de réaliser en même temps plusieurs des objectifs du Regroupement.

3.1 Regrouper des organismes familiaux et des organismes à intérêt familial

Nous regroupons des organismes familiaux et des organismes à intérêt familial.

C'est-à-dire que plusieurs de nos membres sans être des regroupements de familles sont des organismes qui se veulent soucieux des intérêts des familles et qui, dans l'accomplissement de leur mission propre, décident d'avoir une « approche famille » et de « penser famille ». Il suffit de consulter la liste de nos membres pour en saisir toute l'ampleur.

3.1.1 Le Regroupement compte actuellement quatre-vingt-seize (96) organismes membres

Un regroupement est fort de la force de ses membres. Vous avez toujours soutenu votre regroupement lorsque nous vous avons sollicités. Si nous avons l'audience et le leadership qui sont les nôtres, c'est que vous nous avez toujours appuyés. La force du Regroupement est son fonctionnement dans le consensus et non la controverse. On nous écoute et l'on retient nos avis, car on connaît l'extension et la force de nos appuis.

3.1.2 Deux nouveaux membres

Deux nouveaux membres se sont joints cette année au Regroupement.

Familles en marche

Familles en marche est une association non partisane qui cherche à conscientiser les gens sur l'importance de créer un environnement favorable à l'établissement de familles nucléaires harmonieuses (FNH).

Le Regroupement pour la valorisation de la Paternité

Le RVP est un regroupement d'organismes et d'individus dont la mission est de valoriser le rôle du père et de promouvoir son importance dans la famille et dans la société pour le développement et le bien-être des enfants.

3.2 Effectuer toute recherche concernant la famille

Nos recherches concernant la famille se sont déployées diversement selon les moyens employés.

3.2.1 Les déjeuners-croissants : 2008-2009

Nous avons poursuivi la série de nos déjeuners-croissants initiée en 1989. Cette série de rencontres mensuelles en est à sa 21^e année et, aujourd'hui, à son 213^e déjeuner-croissants ou rencontres

Au cours de la dernière année, nous avons invité des experts à réfléchir sur des sujets touchant la famille et ceux-ci sont venus nous livrer le fruit de leurs recherches.

À l'occasion de ces rencontres, plus d'une trentaine de spécialistes et experts ont présenté leurs points de vue et souvent se sont confrontés pour les défendre devant leurs collègues invités ou l'auditoire des participants. Environ deux cents personnes auront participé, cette année, à l'ensemble des rencontres.

Nous nous sommes attardés en cette année 2007-2008 à diverses situations auxquelles font face les familles

Les sujets suivants furent traités :

Les familles et l'environnement - Le mercredi 26 septembre 2007

* Ouverture et présentation - M. Yves Lajoie - Directeur général - Le Regroupement inter-organismes pour une politique familiale au Québec

* Refus de participation - Aucun porte-parole - Environnement Canada

* Le Québec et l'environnement - Mme Lucie Tétreault - Responsable des communications Régions Laval - Laurentides - Lanaudière - Développement durable, Environnement et Parcs Québec



- * Québeckyoto - M. Daniel Breton - Porte-parole - Québec Kyoto
- * Les jeunes et l'environnement - M. Jérôme Normand - Directeur général - Environnement Jeunesse
- * L'environnement, les familles et les jeunes - Mme Sylvie Théodule - Représentante animatrice - Le Regroupement inter-organismes pour une politique familiale au Québec

* Questions et conclusions - M. Gérard Valade – Président - Le Regroupement inter-organismes pour une politique familiale au Québec

Les familles et le droit - Le mercredi 31 octobre 2007

* Ouverture et présentation - M. Yves Lajoie - Directeur général - Le Regroupement inter-organismes pour une politique familiale au Québec

* Le droit de la famille : une vue d'ensemble - Me Marie-Christine Kirouack - Présidente - Association des avocats et avocates en droit familial du Québec

* Les services aux familles - Me Geneviève Benoit - Coordinatrice de projets - Éducaloi

* Le droit des grands-parents - Me Caroline Daniel, B.A., LL.B. - Conseillère auprès de l'Association G.R.A.N.D. Grands-Parents Requirant Accès Naturel et Dignité

* Questions et conclusions - M. Gérard Valade – Président - Le Regroupement inter-organismes pour une politique familiale au Québec

Assemblée générale du Regroupement - Le jeudi 15 novembre 2007

* Le point sur la politique familiale

* Rapport d'activités 2006-2007 - M. Gérard Valade – Président - Le Regroupement inter-organismes pour une politique familiale au Québec

Les familles et la fiscalité - Le mercredi 19 décembre 2007

* Revenus des familles - Salaire minimum - Équité salariale - Égalité des chances - Allocations familiales - Congés parentaux - Salaire du conjoint au foyer - Services de garde - Tarifications - Impôts

* Ouverture et présentation - M. Yves Lajoie - Directeur général - Le Regroupement inter-organismes pour une politique familiale au Québec

* Le point de vue de l'État - Mme Christine De Jésus - Préposée aux renseignements - Mme Myrène Bernadel - Technicienne en vérification fiscale - Ministère du Revenu - Gouvernement du Québec

* Un point de vue universitaire - M. Philip Merrigan Ph.D. – Professeur - Département des Sciences économiques - Université du Québec à Montréal - UQÀM

* Un point de vue communautaire - Mme Sylvie Lévesque - Directrice générale - Fédération des associations de familles monoparentales et recomposées du Québec - FAFMRQ

* Questions et conclusions - M. Gérard Valade – Président - Le Regroupement inter-organismes pour une politique familiale au Québec

Les familles et la médecine - Le mercredi 23 janvier 2008

* Universalité - Accessibilité - Gratuité - Groupe de médecine familiale - Coopérative de santé - Privatisation

* Ouverture et présentation - M. Yves Lajoie - Directeur général - Le Regroupement inter-organismes pour une politique familiale au Québec

* Un point de vue politique - M. François Bonnardel - Député de Shefford - Whip en chef de l'opposition officielle - Action démocratique du Québec

* Un point de vue universitaire - Mme Caroline Cambourieu - Doctorante au Ph.D. en santé publique - Faculté de Médecine - Université de Montréal

* Un point de vue professionnel - Dr. Jacques Ricard - Directeur de la planification et de la régionalisation et responsable des communications - Fédération des médecins omnipraticiens du Québec - FMOQ

* Questions et conclusions - M. Gérard Valade – Président - Le Regroupement inter-organismes pour une politique familiale au Québec

Les familles et la politique ou les politiques et les familles - Le mercredi 20 février 2008

* Vingt ans après l'Énoncé de politique familiale, le 3 décembre 1987, et onze (11) mois après les élections du 26 mars 2007, les partis politiques sont invités à nous présenter leur programme pour les familles et une politique familiale au Québec

* Ouverture et présentation - M. Yves Lajoie - Directeur général - Le Regroupement inter-organismes pour une politique familiale au Québec

* M. François Bonnardel - Député de Shefford - Action démocratique du Québec

* Aucun porte-parole - Parti libéral du Québec

* M. Stéphane Bergeron - Député de Verchères - Parti Québécois

* M. Scott McKay - Chef du Parti vert du Québec - Parti vert du Québec

* Mme Caroline Béliveau - Responsable - Commission de la famille et de la petite enfance - Québec solidaire

* Questions et conclusions - M. Gérard Valade – Président - Le Regroupement inter-organismes pour une politique familiale au Québec

Les familles et le placement - Le mercredi 19 mars 2008

* Ouverture et présentation - M. Yves Lajoie - Directeur général - Le Regroupement inter-organismes pour une politique familiale au Québec

* Le placement d'un enfant - M. Luc Demers - Directeur conseil - Services professionnels - Mme Claudette Cossette-Dessureault - Travailleur sociale – Formatrice - Programme national de formation - Association des centres jeunesse du Québec

* Le placement d'un aîné - Mme Rosa Oxhorn - Travailleuse sociale au soutien à domicile - CSSS Coeur-de-l'Île - Installation Villeray

* Le soutien des aidants naturels - Mme Louise Monier - M. Jean Monier - Aidants naturels

* Questions et conclusions - M. Gérard Valade – Président – Le Regroupement inter-organismes pour une politique familiale au Québec

Les familles et les départs - et le retour? - Le mercredi 16 avril 2008

* Ouverture et présentation - M. Yves Lajoie - Directeur général - Le Regroupement inter-organismes pour une politique familiale au Québec

* Le départ vers la guerre - Major Richard Saint-Louis, CD - Officier d'Affaires publiques - Bureau des affaires publiques de la Défense nationale - Région du Québec - Défense nationale - Canada

* Le départ vers la prison - Mme Hélène Bournival – Bénévole - Mme Édith Chapedelaine - Coordinatrice - Relais famille

* Le départ vers d'autres horizons - Mme Christiane Germain, t.s. - Directrice générale - La Parentrie du Nord

* Questions et conclusions - M. Gérard Valade – Président - Le Regroupement inter-organismes pour une politique familiale au Québec

Au fil du temps - Parent et fier de l'être - Le mercredi 14 mai 2008

La semaine québécoise des familles

* Ouverture et présentation - M. Yves Lajoie - Directeur général - Le Regroupement inter-organismes pour une politique familiale au Québec

* Un parent d'un jeune enfant - M. Koffi Assigbé - Jeune papa - Référé par : Regroupement pour la valorisation de la paternité

* Des parents d'adolescents - M. Marc Laurin – Président - Mme Isabelle Laurin - Familles en marche

* Une grand-maman - Mme Jacqueline Sigouin - Grand-maman - La Maison des Grands-Parents de Villeray

* Questions et conclusions - M. Gérard Valade – Président - Le Regroupement inter-organismes pour une politique familiale au Québec

Les familles et la justice - Le mercredi 18 juin 2008

* Ouverture et présentation - M. Yves Lajoie - Directeur général - Le Regroupement inter-organismes pour une politique familiale au Québec

* L'accès à la justice pour les familles - Me Robert Fuoco – Avocat - Centre communautaire juridique de Montréal

* La médiation familiale - Mme Lorraine Filion - Médiatrice familiale - Responsable du Service de médiation familiale au Centre jeunesse de Montréal - La médiation familiale - Justice Québec

* Les familles consommatrices et la justice - Mme Renée Condé Icart - Membre du Conseil d'administration - Office de la protection du consommateur - Québec

* Questions et conclusions - M. Gérard Valade – Président - Le Regroupement inter-organismes pour une politique familiale au Québec

3.2.2 Les déjeuners-croissants : 2008-2009

Nous poursuivons, en 2008-2009, cet objectif concernant la recherche sur la famille par le moyen de nos déjeuners-croissants.

Nous aborderons cette année certaines problématiques des familles. Les thèmes de l'année 2008-2009 sont les suivants :

Les familles et l'école - Le mercredi 24 septembre 2008

* Ouverture et présentation - M. Yves Lajoie - Directeur général - Le Regroupement inter-organismes pour une politique familiale au Québec

* Les gangs de rue : une famille et une école - Mme Maria Mourani – Criminologue - Auteure de « La face cachée des gangs de rue » - Députée sortante du Bloc Québécois d'Ahuntsic - Réélue le 14 octobre 2008

* La dépossession des parents - Mme Marie Bourque - Membre du Conseil provincial - Porte-parole - Association des parents catholiques du Québec - APCQ

* Le rôle de l'État - M. Pierre Bergevin - Porte-parole - Ministère de l'Éducation du Québec

* Le rôle d'un pédagogue - Le rôle de l'école - La participation des enseignants - M. Patrick Laplante - Directeur adjoint - École secondaire Georges-Vanier - Commission scolaire de Montréal - CSDM

* Questions et conclusions - M. Gérard Valade – Président - Le Regroupement inter-organismes pour une politique familiale au Québec



Les familles et la faim - Le mercredi 15 octobre 2008

- * Ouverture et présentation - M. Yves Lajoie - Directeur général - Le Regroupement inter-organismes pour une politique familiale au Québec
- * La sécurité alimentaire des familles - Mme Anne-Marie Tougas, M.Ps. - Candidate au Ph.D. Psychologie communautaire - Département de psychologie - Faculté des sciences humaines - UQÀM
- * La souveraineté alimentaire - M. Frédéric Paré - Coordonnateur à la souveraineté alimentaire - L'Union des producteurs agricoles
- * Les ressources alimentaires - M. Carlos Suarez - Coordonnateur à la liaison communautaire - Moisson Montréal
- * Mon Resto Saint-Michel - Mme Fatima Chouaiby - Coordonnatrice en sécurité alimentaire - Mon Resto Saint-Michel
- * Questions et conclusions - M. Gérard Valade – Président - Le Regroupement inter-organismes pour une politique familiale au Québec

Assemblée générale du Regroupement - Le jeudi 13 novembre 2008

- * Le point sur la politique familiale
- * Invitée : Mme Michelle Courchesne, ministre de la Famille
- * Rapport d'activités 2007-2008 - M. Gérard Valade – Président - Regroupement inter-organismes pour une politique familiale au Québec

Les familles et les ordinateurs - Le mercredi 17 décembre 2008

- * Ouverture et présentation - M. Yves Lajoie - Directeur général - Le Regroupement inter-organismes pour une politique familiale au Québec
- * L'expertise des enfants et l'apprentissage des parents - Mme Chantal Tétrault - Coordonnatrice du projet Mère-enfant - Centre des femmes de Montréal
- * Les technologies de la communication et l'information chez les adolescents - Mme Magda Fusaro - Professeure - École des sciences de la gestion - Département de management et de technologie - UQÀM
- * La cybercriminalité - Le vol d'identité - Le hameçonnage - L'exploitation sexuelle - Thème reporté - Service de police de la Ville de Montréal
- * Questions et conclusions - M. Gérard Valade - Président - Le Regroupement inter-organismes pour une politique familiale au Québec

Les familles et la lecture - Le mercredi 21 janvier 2009

- * Ouverture et présentation - M. Yves Lajoie - Directeur général - Le Regroupement inter-organismes pour une politique familiale au Québec
- * L'analphabétisme ou l'alphabétisation ? - Mme Maryse Perreault - Présidente-directrice générale - Fondation pour l'alphabétisation
- * La Grande bibliothèque et les autres - Mme Julie Trépanier - Bibliothécaire - Espace Jeunes - Bibliothèque et Archives nationales du Québec
- * Lire et faire lire - Mme Manon Bourbeau - Présidente - Lire et faire lire - Directrice générale - Parents-Secours du Québec
- * Questions et conclusions - Voir la présentation M. Gérard Valade - Président - Le Regroupement inter-organismes pour une politique familiale au Québec

Les familles et la santé mentale des enfants et des adolescents - Le mercredi 25 février 2009

- * Ouverture et présentation - M. Yves Lajoie - Directeur général - Le Regroupement inter-organismes pour une politique familiale au Québec
- * La prévention chez les ados - Mme Benjamine Gill - Directrice générale - Association québécoise des parents et amis de la personne atteinte de maladie mentale - AQPAMM
- * Un programme préventif d'éducation et d'intervention chez les enfants de 6-12 ans - Mme Dominique Ratté - Animatrice intervenante - Les « Ateliers d'Anna » - APABEMSO - Parents et amis du bien-être mental du sud-ouest de Montréal
- * Plan d'action en santé mentale 2005-2010 - La force des liens - M. Gilles Piette - Adjoint à la direction - Direction des services aux clientèles spécifiques - Centre de santé et de services sociaux du Coeur de l'Île - Ministère de la Santé et des Services sociaux
- * Questions et conclusions - M. Gérard Valade - Président - Le Regroupement inter-organismes pour une politique familiale au Québec

Les familles et la publicité - Le mercredi 18 mars 2009

- * Les publicitaires
- * Les médias
- * La responsabilité des éducateurs

Les familles et la religion - Le mercredi 15 avril 2009

- * La laïcité civique ou civile
- * La liberté de choisir
- * Le rôle de l'État

Pour un Québec Famille - Les traditions - Le mercredi 13 mai 2009

La semaine québécoise des familles

Thème à déterminer - Le mercredi 17 juin 2009

Le Regroupement inter-organismes pour une politique familiale au Québec

3.2.3 La recherche par une stagiaire

Toujours dans ce but d'effectuer toute recherche sur la famille, le Regroupement s'est associé à Mme Anne-Marie Tougas, M.Ps. - Candidate au Ph.D. Psychologie communautaire - Département de psychologie - Faculté des sciences humaines - UQÀM.

Grâce à une subvention de Ressources humaines et Développement social - Canada – Programme emploi étudiant, Mme Tougas a réalisé une recherche sur : « La sécurité alimentaire des familles : enjeux, ressources, controverses ».

Nous vous remettons aujourd'hui même la publication de cette recherche. C'est le Volume 20, numéro 95, novembre 2008, soit le quatre-vingt-quinzième bulletin depuis le début !

3.3 Informer ses membres et leur fournir de la documentation

Dans le but d'informer ses membres et de leur fournir de la documentation, le Regroupement publie le bulletin Pensons famille

3.3.1 Le bulletin Pensons famille

De novembre 2007 à novembre 2008, cinq (5) bulletins Pensons famille ont été publiés, comportant chacun les exposés relatifs aux déjeuners-croissants récents.

Volume 19, numéro 91, novembre 2007

- * **Éditorial** : Je suis un sceptique... mais je m'informe! – M. Yves Lajoie
- * **L'environnement, la famille et les jeunes** – Sylvie Théodule

Volume 19, numéro 92, décembre 2007

- * **Éditorial** - Madame la Ministre (Deuxième lettre) Gérard Valade - Président - Yves Lajoie - Directeur général
- * **Les familles et l'environnement - Le mercredi 26 septembre 2007**
- * Refus de participation - Aucun porte-parole - Environnement Canada
- * Le Québec et l'environnement - Mme Lucie Tétrault - Responsable des communications Régions Laval - Laurentides - Lanaudière - Développement durable, Environnement et Parcs Québec
- * Québeckyoto - M. Daniel Breton - Porte-parole - Québec Kyoto
- * Les jeunes et l'environnement - M. Jérôme Normand - Directeur général - Environnement Jeunesse
- * L'environnement, les familles et les jeunes - Mme Sylvie Théodule - Recherchiste animatrice - Le Regroupement inter-organismes pour une politique familiale au Québec

* **Les familles et le droit - Le mercredi 31 octobre 2007**

- * Le droit de la famille : une vue d'ensemble - Me Marie-Christine Kirouack - Présidente - Association des avocats et avocates en droit familial du Québec
- * Les services aux familles - Me Geneviève Benoit - Coordonnatrice de projets - Éducaloi
- * Le droit des grands-parents - Me Caroline Daniel, B.A., LL.B. - Conseillère auprès de l'Association G.R.A.N.D. Grands-Parents Requérant Accès Naturel et Dignité

* **Assemblée générale du Regroupement - le 15 novembre 2007**

- * Photo des membres du Conseil d'administration
- * Rapport d'activités 2006-2007 - M. Gérard Valade - Président - Le Regroupement inter-organismes pour une politique familiale au Québec

* **Les familles et la fiscalité – Le 19 décembre 2007**

- * Le point de vue de l'État - Mme Christine De Jésus - Préposée aux renseignements - Mme Myrène Bernadel - Technicienne en vérification fiscale - Ministère du Revenu - Gouvernement du Québec
- * Un point de vue universitaire - M. Philip Merrigan Ph.D. – Professeur - Département des Sciences économiques - Université du Québec à Montréal - UQÀM

* Un point de vue communautaire - Mme Sylvie Lévesque - Directrice générale - Fédération des associations de familles monoparentales et recomposées du Québec - FAFMRQ

* **L'équipe** - Photographies des équipes des Secrétariats 2006-2007 du Centre québécois de ressources à la petite enfance et du Regroupement inter-organismes pour une politique familiale au Québec

* **FAMILIS – OMF** - La VIIe Conférence ibéroaméricaine sur la famille et la IVe Assemblée générale de l'Organisation mondiale pour les familles FAMILIS - OMF - Mexico - du 26 au 28 novembre 2007

Volume 19, numéro 93, mars 2008

- * **Éditorial** - Madame la Ministre (Troisième lettre) M. Gérard Valade - Président - M. Yves Lajoie - Directeur général
- * **La semaine québécoise des familles** - Au fil du temps – Parent et fier de l'être
- * **Les familles et la médecine - Le mercredi 23 janvier 2008**
- * Un point de vue politique - M. François Bonnardel - Député de Shefford - Whip en chef de l'opposition officielle - Action démocratique du Québec



Volume 20, numéro 96, décembre 2008

* Un point de vue universitaire - Mme Caroline Cambourieu - Docteurante au Ph.D. en santé publique - Faculté de Médecine - Université de Montréal

* Un point de vue professionnel - Dr. Jacques Ricard - Directeur de la planification et de la régionalisation et responsable des communications - Fédération des médecins omnipraticiens du Québec - FMOQ

*** Les familles et la politique ou les politiques et les familles - Le mercredi 20 février 2008**

* M. François Bonnardel - Député de Shefford - Action démocratique du Québec

* Aucun porte-parole - Parti libéral du Québec

* M. Stéphane Bergeron - Député de Verchères - Parti Québécois

* M. Scott McKay - Chef du Parti vert du Québec - Parti vert du Québec

* Mme Caroline Béliveau - Responsable - Commission de la famille et de la petite enfance - Québec solidaire

*** Les familles et le placement - Le mercredi 19 mars 2008**

* Le placement d'un enfant - M. Luc Demers - Directeur conseil - Services professionnels - Mme Claudette Cossette-Dessureault - Travailleuse sociale - Formatrice - Programme national de formation - Association des centres jeunesse du Québec

* Le placement d'un aîné - Mme Rosa Oxhorn - Travailleuse sociale au soutien à domicile - CSSS Coeur-de-l'Île - Installation Villeroy

* Le soutien des aidants naturels - Mme Louise Monier - M. Jean Monier - Aidants naturels

Volume 19, numéro 94, août 2008

*** Les familles et les départs - et le retour? - Le mercredi 16 avril 2008**

* Le départ vers la guerre - Major Richard Saint-Louis, CD - Officier d'Affaires publiques - Bureau des affaires publiques de la Défense nationale - Région du Québec - Défense nationale - Canada

* Le départ vers la prison - Mme Hélène Bournival - Bénévole - Mme Édith Chapedelaine - Coordinatrice - Relais famille

* Le départ vers d'autres horizons - Mme Christiane Germain, t.s. - Directrice générale - La Parentrie du Nord

*** Parent et fier de l'être - Au fil du temps - Le mercredi 14 mai 2008**

* La semaine québécoise des familles

* Un parent d'un jeune enfant - M. Koffi Assigbé - Jeune papa - Référé par : Regroupement pour la valorisation de la paternité

* Des parents d'adolescents - M. Marc Laurin - Président - Mme Isabelle Laurin - Familles en marche

* Une grand-maman - Mme Jacqueline Sigouin - Grand-maman - La Maison des Grands-Parents de Villeroy

*** Les familles et la justice - Le mercredi 18 juin 2007**

* L'accès à la justice pour les familles - Me Robert Fuoco - Avocat - Centre communautaire juridique de Montréal

* La médiation familiale - Mme Lorraine Filion - Médiatrice familiale - Responsable du Service de médiation familiale au Centre jeunesse de Montréal - La médiation familiale - Justice Québec

* Les familles consommatrices et la justice - Mme Renée Condé Icart - Membre du Conseil d'administration - Office de la protection du consommateur - Québec

* **Familles en mouvance et dynamiques intergénérationnelles** - Conseil des partenaires - le vendredi 28 mai 2008

* **Assemblée générale du Conseil de développement de la recherche sur la famille du Québec** - le 4 juin 2008

* **Assemblée générale de Lire et faire lire** - le 13 juin 2008

* **La VIIe Conférence ibéroaméricaine sur la famille** - Panama - du 17 au 19 septembre 2008.

Volume 20, numéro 95, novembre 2008

* **Éditorial** : J'ai déjà eu faim! Qu'en est-il des autres? - M. Yves Lajoie - Directeur général

* **La sécurité alimentaire des familles : enjeux, ressources, controverses** - Mme Anne-Marie Tougas, M.Ps. - Candidate au Ph.D. Psychologie communautaire - Département de psychologie - Faculté des sciences humaines - UQAM

3.3.2 Le bulletin : Pensons famille : CD et DVD

Tel que mentionné ci haut, les bulletins Pensons famille Volume 1, no 1, Juillet 1989 - Volume 13, no 67, Décembre 2001 ont été publiés sur un (1) CD. De plus, les bulletins Pensons famille Volume 1, no 1, Juillet 1989 - Volume 15, no 75, Décembre 2003 ont été publiés sur un (1) DVD. Ce dernier DVD contient, en plus des textes, les enregistrements audio et vidéos des déjeuners-croissants. La suite est en préparation.

3.3.3 Le site : www.familis.org/riopfq

Le Regroupement s'est associé à l'Organisation mondiale pour les familles - FAMILIS OMF, une organisation internationale non gouvernementale (OING), ayant des correspondants dans une quinzaine de pays, pour créer un site Internet : www.familis.org dont le Regroupement est le principal partenaire.

Le but de ce site est de favoriser l'accès par Internet aux intervenants familiaux du monde entier.

Le Regroupement a sa page web : www.familis.org/riopfq

Ce site très complet contient les rubriques suivantes sur le Regroupement :

- Historique
- Objectifs
- Moyens d'action
- Membres et structures
- La liste des membres de l'Assemblée générale
- Les Assemblées générales annuelles depuis 1997
- Les Membres du Conseil d'administration et leurs photos
- Les équipes du Secrétariat et leurs photos
- Publication
- La publication intégrale de tous les numéros du Pensons famille depuis le début, soit les numéros 1 à 96

- Activités

- La liste des activités du Regroupement pour :

- 1988-1989 · 1989-1990 · 1990-1991 · 1991-1992 · 1992-1993
- 1993-1994 · 1994-1995 · 1995-1996 · 1996-1997 · 1997-1998
- 1998-1999 · 1999-2000 · 2000-2001 · 2001-2002 · 2002-2003
- 2003-2004 · 2004-2005 · 2005-2006 · 2006-2007 · 2007-2008
- 2008-2009

- c'est-à-dire, les déjeuners-croissants, les ateliers-échanges, les café-rencontres, effectués ou à venir, avec renvois aux invitations, aux conférences prononcées et aux photos prises à ces occasions, et plus récemment des archives sonores et visuelles.

3.3.4 Le Webcasting : www.familis.org/webcasting.html

Grâce à une subvention, pour la mission de base du Regroupement, de la part du ministère de la Famille et des Aînés, nous diffusons, en différé en webcasting sur Internet en version son et en version vidéo, nos déjeuners-croissants. Ainsi pour la dernière année sont disponibles :

*** Le 26 septembre 2007 - Les familles et l'environnement**

* Ouverture et présentation - M. Yves Lajoie - Directeur général - Le Regroupement inter-organismes pour une politique familiale au Québec

* Refus de participation - Aucun porte-parole - Environnement Canada

* Le Québec et l'environnement - Mme Lucie Tétreault - Responsable des communications Régions Laval - Laurentides - Lanaudière - Développement durable, Environnement et Parcs Québec

* Québeckyoto - M. Daniel Breton - Porte-parole - Québec Kyoto

* Les jeunes et l'environnement - M. Jérôme Normand - Directeur général - Environnement Jeunesse

* L'environnement, les familles et les jeunes - Mme Sylvie Théodule - Chercheuse animatrice - Le Regroupement inter-organismes pour une politique familiale au Québec

* Questions et conclusions - M. Gérard Valade - Président - Le Regroupement inter-organismes pour une politique familiale au Québec

*** Le 31 octobre 2007 - Les familles et le droit**

* Ouverture et présentation - M. Yves Lajoie - Directeur général - Le Regroupement inter-organismes pour une politique familiale au Québec

* Le droit de la famille : une vue d'ensemble - Me Marie-Christine Kirouack - Présidente - Association des avocats et avocates en droit familial du Québec

* Les services aux familles - Me Geneviève Benoît - Coordinatrice de projets - Éducaloi

* Le droit des grands-parents - Me Caroline Daniel, B.A., LL.B. - Conseillère auprès de l'Association G.R.A.N.D. - Grands-Parents Requéant Accès Naturel et Dignité

* Questions et conclusions : M. Gérard Valade - Président - Le Regroupement inter-organismes pour une politique familiale au Québec

*** Le 15 novembre 2007 - L'Assemblée générale des membres**

* Allocution de Monsieur Gérard Valade - Président

* Rapport d'activités 2006-2007

*** Le 19 décembre 2007 - Les familles et la fiscalité**

* Ouverture et présentation - M. Yves Lajoie - Directeur général - Le Regroupement inter-organismes pour une politique familiale au Québec

* Le point de vue de l'État - Mme Christine De Jésus - Préposée aux renseignements - Mme Myrène Bernadel - Technicienne en fiscalité - Ministère du Revenu - Gouvernement du Québec

* Un point de vue universitaire - M. Philip Merrigan Ph.D. – Professeur - Département des Sciences économiques - Université du Québec à Montréal – UQAM

* Un point de vue communautaire - Mme Sylvie Lévesque - Directrice générale - Fédération des associations de familles monoparentales et recomposées du Québec - FAFMRQ

* Questions et conclusions - M. Gérard Valade – Président - Le Regroupement inter-organismes pour une politique familiale au Québec

*** Le 23 janvier 2008 - Les familles et la médecine**

* Ouverture et présentation - M. Yves Lajoie - Directeur général - Le Regroupement inter-organismes pour une politique familiale au Québec

* Un point de vue politique - M. François Bonnardel - Député de Shefford - Whip en chef de l'opposition officielle - Action démocratique du Québec

* Un point de vue universitaire - Mme Caroline Cambourieu - Doctorante au Ph.D. en santé publique - Faculté de Médecine - Université de Montréal

* Un point de vue professionnel - Dr. Jacques Ricard - Directeur de la planification et de la régionalisation et responsable des communications - Fédération des médecins omnipraticiens du Québec - FMOQ

* Questions et conclusions - M. Gérard Valade – Président - Le Regroupement inter-organismes pour une politique familiale au Québec

*** Le 20 février 2008 - Les familles et la politique**

* Ouverture et présentation - M. Yves Lajoie - Directeur général - Le Regroupement inter-organismes pour une politique familiale au Québec

* M. François Bonnardel - Député de Shefford - Action démocratique du Québec

* Aucun porte-parole - Parti libéral du Québec

* M. Stéphane Bergeron - Député de Verchères - Parti Québécois

* M. Scott McKay - Chef du Parti vert du Québec - Parti vert du Québec

* Mme Caroline Béliveau - Responsable - Commission de la famille et de la petite enfance - Québec solidaire

* Questions et conclusions - Mme Claire Tranquille - Vice-Présidente secrétaire - Le Regroupement inter-organismes pour une politique familiale au Québec

*** Le 19 mars 2008 - Les familles et le placement**

* Ouverture et présentation - M. Yves Lajoie - Directeur général - Le Regroupement inter-organismes pour une politique familiale au Québec

* Le placement d'un enfant - M. Luc Demers - Directeur conseil - Services professionnels - Mme Claudette Cossette-Dessureault - Travailleuse sociale - Formatrice - Programme national de formation - Association des centres jeunesse du Québec

* Le placement d'un aîné - Mme Rosa Oxhorn - Travailleuse sociale au soutien à domicile - CSSS Coeur-de-l'Île - Installation Villeray

* Le soutien des aidants naturels - Mme Louise Monier - M. Jean Monier - Aidants naturels

* Questions et conclusions - M. Gérard Valade – Président - Le Regroupement inter-organismes pour une politique familiale au Québec

*** Le 16 avril 2008 - Les familles et le départ - et le retour?**

* Ouverture et présentation - M. Yves Lajoie - Directeur général - Le Regroupement inter-organismes pour une politique familiale au Québec

* Le départ vers la guerre - Major Richard Saint-Louis, CD - Officier d'Affaires publiques - Bureau des affaires publiques de la Défense nationale - Région du Québec - Défense nationale - Canada

* Le départ vers la prison - Mme Hélène Bournival – Bénévole - Mme Édith Chapedelaine – Coordinatrice - Relais famille

* Le départ vers d'autres horizons - Mme Christiane Germain, t.s. - Directrice générale - La Parentrie du Nord

* Questions et conclusions - M. Gérard Valade – Président - Le Regroupement inter-organismes pour une politique familiale au Québec

* **Le 14 mai 2008 - Au fil du temps - Parent et fier de l'être - La semaine québécoise des familles**

* Ouverture et présentation - M. Yves Lajoie - Directeur général - Le Regroupement inter-organismes pour une politique familiale au Québec

* Un parent d'un jeune enfant - M. Koffi Assigbé - Jeune papa - Référé par : Regroupement pour la valorisation de la paternité

* Des parents d'adolescents - M. Marc Laurin – Président - Mme Isabelle Laurin - Familles en marche

* Une grand-maman - Mme Jacqueline Sigouin - Grand-maman - La Maison des Grands-Parents de Villeray

* Questions et conclusions - M. Gérard Valade – Président - Le Regroupement inter-organismes pour une politique familiale au Québec

* Le 18 juin 2008 Les familles et la justice

* Ouverture et présentation - M. Yves Lajoie - Directeur général - Le Regroupement inter-organismes pour une politique familiale au Québec

* L'accès à la justice pour les familles - Me Robert Fuoco – Avocat - Centre communautaire juridique de Montréal

* La médiation familiale - Mme Lorraine Filion - Médiatrice familiale - Responsable du Service de médiation familiale au Centre jeunesse de Montréal - La médiation familiale - Justice Québec

* Les familles consommatrices et la justice - Mme Renée Condé Icart - Membre du Conseil d'administration - Office de la protection du consommateur – Québec

* Questions et conclusions - M. Gérard Valade – Président - Le Regroupement inter-organismes pour une politique familiale au Québec

3.3.5 L'adresse : riopfq@familis.org

Maintenant, nos principales communications se font par courriel lorsque nos correspondants le désirent. C'est un moyen rapide, efficace, peu coûteux, et sans formalité.

3.4. Agir auprès des pouvoirs publics et des médias pour promouvoir les intérêts des familles

Dans cette rubrique, nous ferons le point sur la politique familiale et le rôle qu'y a joué le Regroupement.

Nous ferons également état des représentations et des collaborations qu'a entretenues le Regroupement avec les institutions et les organismes du milieu pour la représentation des intérêts des familles et leur mieux-être.

3.4.1 La Ministre de la Famille et le ministère de la Famille et des Aînés

Vingt ans après l'Énoncé de politique familiale, le 3 décembre 1987, et onze (11) mois après les élections du 26 mars 2008, nous avons invité les partis politiques à nous présenter leur programme pour les familles et une politique familiale au Québec.

Nous l'avons fait lors du déjeuner-croissants du 20 février 2007.

Des représentants de l'Action démocratique du Québec, du Parti Québécois, du Parti vert du Québec et de Québec solidaire, nous ont livré leurs programmes respectifs.

Malheureusement, le Parti libéral du Québec qui forme l'actuel gouvernement n'a pas jugé bon d'être représenté.

Nous avons été très déçus de cette situation.

Le Conseil d'administration du Regroupement a demandé et obtenu une rencontre avec la Ministre de la Famille, Mme Michelle Courchesne, le vendredi 7 décembre 2007.

Lors de cette rencontre nous avons présenté le Regroupement, ses réalisations et ses attentes.

Nous avons parlé de l'établissement de lieux de rencontres institutionnels entre le ministère de la Famille et des Aînés et les organismes familiaux, au premier chef, le Regroupement.

En regard à cette attente, nous n'avons pas discerné de développement.

Nous avons demandé un rétablissement de notre subvention à la mission globale à un niveau comparable à celles de nos organismes collègues.

Dans une lettre en date du 30 septembre 2008, Mme la Ministre nous confirme l'attribution d'une aide financière annuelle de 110 734 \$ pour l'exercice financier 2008-2009.

Le 24 octobre 2008, nous recevons du ministère de la Famille et des Aînés le protocole de subvention 2008-2011 : Programme de soutien financier à l'action communautaire auprès des familles Financement en appui à la mission globale des organismes communautaires Famille (OCF) nous signifiant l'octroi par la Ministre d'une subvention annuelle de 110 734 \$ pour chacune des années financières comprises entre le 1er avril 2008 et le 31 mars 2011.

Nous avons également demandé une subvention discrétionnaire.

Dans une lettre en date du 31 mars 2008, Mme la Ministre nous octroyait une aide financière discrétionnaire de 1 000 \$.

Nous avons également invité Mme la Ministre à participer à notre prochaine Assemblée générale qui se tiendra à Montréal, le jeudi 13 novembre 2008, à 18 heures.

Selon notre politique éditoriale, l'éditorial de nos bulletins Pensons famille, signé conjointement par le Président et le Directeur général du Regroupement, s'adresse à la Ministre ou au Ministre ou aux Ministres responsables de la politique familiale.

Ainsi, nous avons eu l'occasion de signer les éditoriaux des 31 août 2007, 18 janvier, 31 mars et 15 août 2008. Nous faisons ainsi part des réflexions, des contentements et des préoccupations du regroupement sur la politique familiale au Québec.



3.4.2 La Ministre responsable des Aînés et le Conseil des aînés

Nous avons reçu de la Ministre responsable des Aînés, Mme Marguerite Blais, le Rapport de la consultation publique sur les conditions de vie des aînés - Préparons l'avenir avec nos aînés.

Mme la Ministre conclut : « Améliorer les conditions de vie des personnes aînées et faire en sorte qu'elles reçoivent toute la reconnaissance à laquelle elles ont droit, c'est contribuer à l'édification d'une société plus équitable et plus solidaire ».

Nous avons reçu du président du Conseil des aînés, M. Georges Lalande, de la documentation et des affiches pertinentes : Pour la suite du monde - Journée internationale des aînés – 1er octobre 2008.

3.4.3 Le Conseil de la famille et de l'enfance

Nous recevons régulièrement les publications et avis du Conseil de la famille et de l'enfance.

Entre autres, nous avons reçu de la présidente du Conseil de la famille et de l'enfance, Mme Marie Rhéaume, les publications suivantes :

Rapport 2005-2006 sur la situation et les besoins des familles et des enfants - Transitions familiales en date du 17 octobre 2007.

Avis sur le soutien aux familles avec enfants handicapés : Trois priorités pour une meilleure qualité de vie. Cet avis a été adopté par le Conseil de la famille et de l'enfance à sa réunion du 12 juin 2008 et transmis à la ministre de la Famille, madame Michelle Courchesne le 26 juin 2008, conformément à l'article 16 de la Loi du Conseil de la famille et de l'enfance.

Rapport sur la situation et les besoins des familles et des enfants 2007-2008 - L'engagement des pères en date du 22 octobre 2008.

Famille et Fiscalité en 26 questions – Document de référence et Famille et fiscalité : des remises en question – Avis, en date du 6 novembre 2008.

3.4.4 Le Réseau québécois de l'action communautaire autonome RQ-ACA

Autrefois nommé : Comité aviseur du Secrétariat à l'action communautaire autonome, le RQ-ACA vient tout juste de débiter une démarche de restructuration. Cette démarche participative, qui se déroulera durant les prochains mois, commence par une étape de diagnostic.

Le Regroupement fait partie du Secteur famille du RQ-ACA et participe à cette démarche.

3.5 Les affiliations du Regroupement

Le Regroupement étant lui-même un affilié, il n'a pas dans sa politique de devenir membre d'autres organismes. Mais, il le fait dans des circonstances qu'il juge essentielles à la réalisation de sa mission.

3.5.1 La Semaine québécoise des familles

Le Regroupement est membre fondateur de cet organisme voué à la promotion de la Semaine québécoise des familles.

Le directeur général, Yves Lajoie, était présent à l'Assemblée générale, le 30 septembre 2008, à Montréal.

On nous y a présenté des propositions de modifications aux règlements généraux incluant notamment la mission, la dénomination sociale et le siège social.

Le Regroupement s'y est opposé tant pour des défauts de forme de la convocation que sur le fond des choses.

Une Assemblée générale spéciale a été convoquée pour le jeudi 20 novembre 2008, à Montréal.

3.5.2 Lire et faire lire

Le Regroupement est membre fondateur de Lire et faire lire qui est un organisme sans but lucratif dont les objets sont : Encourager et développer toutes initiatives de nature à promouvoir et développer le goût de la lecture; favoriser le développement de liens entre les générations.

La promotion de ce projet a été initiée en France par l'écrivain français Alexandre Jardin.

Ce projet se réalise par l'implication de retraités bénévoles à l'école durant les périodes de garde en milieu scolaire et autres.

Le directeur général du Regroupement, Yves Lajoie, a participé, le vendredi 13 juin 2008, à Saint-Lambert, à l'Assemblée générale de Lire et faire lire. Il y a été réélu au Conseil d'administration.

3.5.3 L'Organisation mondiale pour les familles FAMILIS - OMF

Le Regroupement non seulement s'implique dans la construction de la politique familiale au Québec, mais il a voulu s'impliquer au plan international pour le mieux-être des familles du monde.

Ainsi, le Regroupement participe activement au développement de l'Organisation mondiale pour les familles FAMILIS - OMF.

Le gouvernement du Québec reconnaît FAMILIS comme une organisation internationale non gouvernementale (OING) et a conclu avec lui,

le 1er novembre 1999, un accord portant reconnaissance et octroi de certains avantages pour favoriser l'accomplissement de son mandat et le développement de ses activités.

C'est grâce aux subventions accordées à FAMILIS que nos déjeuners-croissants sont diffusés sur Internet en version vidéo.

Nos collègues, Ruth Laliberté Marchand et Yves Lajoie, sont respectivement trésorière et secrétaire général de FAMILIS, alors que moi-même, Gérard Valade, en suis le secrétaire international.

Notre collègue, Yves Lajoie, a participé à la VIIIe Conférence ibéro-américaine sur la famille et à la IVe Assemblée générale de l'Organisation mondiale pour les familles - FAMILIS – OMF qui se sont tenues à Mexico, du 26 au 28 novembre 2007

Le thème en a été : Les familles vulnérables – l'action sociale des entreprises – le développement humain.

Notre collègue a également participé, à Panama, du 17 au 19 septembre 2008, aux Journées préparatoires à la VIIIe Conférence ibéro-américaine sur la famille qui se tiendra à Buenos Aires - Argentine - du 25 au 28 novembre 2009.

3.5.4 Le Conseil de développement de la recherche sur la famille du Québec

Le 9e Symposium québécois de recherche sur la famille sur le thème: La famille à l'horizon 2020 s'est tenu à Trois-Rivières, en collaboration avec le Conseil de la famille et de l'enfance, les 1er et 2 novembre 2007. Ruth Laliberté-Marchand, Gérard Valade et Yves Lajoie y ont participé.

Notre collègue, Yves Lajoie, a participé au Colloque – Débat La famille à l'horizon 2020, qui s'est tenu le jeudi 30 octobre 2008, à l'Université du Québec à Trois-Rivières.

Rappelons que notre collègue Gérard Valade est membre du Conseil d'administration du CDRFQ.

On y a reçu les actes du 9e Symposium : La famille à l'horizon 2020 (Presses de l'Université du Québec, 2008, 460 pp.).

3.5.5 Familles en mouvance et dynamiques intergénérationnelles INRS - Urbanisation, Culture et Société

Le Regroupement participe activement à ce partenariat.

Une rencontre du Conseil des partenaires de Familles en mouvance et dynamiques intergénérationnelles s'est tenue à Montréal, le 28 mai 2008. Yves Lajoie y a participé.

3.6 Les collaborations du Regroupement

Le Regroupement collabore avec de très nombreux organismes et il serait très difficile et périlleux de les nommer tous.

Ces collaborations font état d'un engagement profond et stable du Regroupement envers certains organismes qui ne sont pas l'un de ses membres. Soit qu'il ait contribué à les mettre sur pied, soit qu'il y siège à travers un des membres du Conseil d'administration, soit que ces collaborations soient tricotées très serrées.

3.7 Les représentations effectuées par le Regroupement

Ces représentations témoignent de la mission du Regroupement d'appuyer toute revendication promouvant les intérêts ou le mieux-être des familles effectué par des organismes ou des institutions qui ne sont pas membres du Regroupement.

4. Les ressources humaines du Regroupement

Les familles sont du vrai monde, ainsi en est-il des personnes qui œuvrent au mieux-être des familles.

Je veux d'abord rendre hommage aux membres du Conseil d'administration qui se sont rencontrés à dix (10) reprises entre le 1er septembre 2007 et le 31 août 2008.

Soient : les 19 septembre, 10 octobre, 15 novembre et 12 décembre 2007, et les 16 janvier, 12 mars, 9 avril, 14 mai, 11 juin et 13 août 2008.

Un de ces Conseils s'est tenu hors du Secrétariat, lieu habituel des réunions.

La réunion du 13 août s'est tenue dans un cadre estival à Montréal, à la résidence de votre président, Gérard Valade.

Je salue nommément celles et ceux qui composent le Conseil depuis le 15 novembre dernier : la première vice-présidente Ruth Laliberté Marchand, la vice-présidente secrétaire Claire Tranquille, le vice-président trésorier André Thouin, l'administratrice Merlainne Brutus, l'administrateur Julien Ouellet, l'administratrice Irène Ranti.

S'est joint à nous en cours de mandat l'administrateur Michel Gauthier Sans m'oublier, moi-même, le président Gérard Valade.

Je voudrais remercier Mme Nathalie D'Amours et M. Marc Lamarche dont les mandats se sont terminés au cours de l'année.



Je remercie également ceux qui exercent et ont exercé la permanence au Regroupement.

Je salue avec beaucoup de plaisir l'implication de notre ami Yves Lajoie, à titre de directeur général du Regroupement.

Je remercie encore Marie-Berthe Chevalier, notre organisatrice des déjeuners-croissants qui œuvre maintenant dans d'autres organismes.

Je souligne le professionnalisme d'Anne-Marie Tougas, notre chercheuse animatrice stagiaire de cet été.

Je salue la compétence et le dévouement de nos collaboratrices et collaborateurs en cours d'année : la secrétaire animatrice Faouzia Benyahia, le cinéaste Raymond Dumoulin, la secrétaire animatrice Nabila Aït-Aïssa Cherragui, le secrétaire animateur Victor Mena, la secrétaire comptable Jeannine Molai Ndasi,

5. Les conclusions

Vous me pardonnerez sans doute l'ampleur de mon Rapport des activités pour l'année 2007-2008.

Mais le Regroupement est un organisme important pour la politique familiale au Québec. Nous avons eu à la dernière Assemblée générale annuelle un mandat de votre part et nous croyons l'avoir accompli avec rigueur et aussi avec enthousiasme.

C'est à vous maintenant de nous dire comment vous voulez que s'orientent pour cette année les forces de votre Regroupement.

Quant à nous, nous croyons qu'il faille appuyer de façon intelligente et critique les efforts du gouvernement dans le développement de la politique familiale.

Nous devons exiger que s'exerce davantage le partenariat entre le mouvement familial et le gouvernement.

Nous devons également exiger que le financement des organismes familiaux soit révisé à la hausse, non pas comme une faveur, mais comme un droit découlant du partenariat et du droit qu'ont les citoyens et les payeurs de taxes d'indiquer au gouvernement où doivent se faire la répartition du produit des taxes et la péréquation des richesses collectives.

Quant à nous, nous offrons à la ministre de la Famille, Mme Michelle Courchesne, à la ministre responsable des Aînés, Mme Marguerite Blais, et leurs collaboratrices et collaborateurs, tant politiques qu'administratifs, notre collaboration et les assurons de notre partenariat.

Chers amis, chers collègues, je vous remercie de votre attention et de la confiance que vous avez portée en nous.

Voir et entendre la présentation de ce rapport
www.familis.org/riopfq/activites/rapport.ag08.html

Les membres du Conseil d'administration 2008-2009

du Regroupement inter-organismes pour une politique familiale au Québec



M. Julien Ouellet
Administrateur

M. Yves Lajoie
Directeur général

Mme Irène Ranti Mme Claire Tranquille M. Gérard Valade M. André Touin Mme Merlaine Brutus
Administratrice Vice-présidente secrétaire Président Vice-président trésorier Administratrice

N'apparaît pas sur la photo : Mme Ruth Laliberté Marchand Première vice-présidente

Les familles et les ordinateurs



Mme Magda Fusaro

Professeure

École des sciences de la gestion
Département de management
et de technologie UQÀM

Les technologies de la communication
et l'information chez les adolescents

M. Gérard Valade

Président

Le Regroupement inter-organismes
pour une politique familiale au Québec

Présentation des conclusions
et des remerciements

Mme Chantal Tétrault

Coordonatrice

Projet Mère-enfant
Centre des femmes de Montréal

L'expertise des enfants
et l'apprentissage des parents

L'appropriation des technologies de la communication et de l'information chez les adolescents

Mme Magda Fusaro

Professeure

École des sciences de la gestion
Département de management et de technologie UQÀM



Présentation de la recherche

- Une étude qui a duré trois ans (2003-2004 à 2006-2007)
- Trois phases : quantitative - qualitative - rétroaction
- Une analyse de l'utilisation des TIC par les adolescents québécois
- Une étude du rôle des parents dans l'appropriation des TIC par les adolescents

Les questions de la recherche

- **Quoi ?**
Quels usages les adolescents québécois font-ils des diverses technologies disponibles dans leur foyer ?
- **Comment ?**
De quelles manières les adolescents québécois s'approprient-ils une partie ou la totalité des fonctionnalités des diverses technologies (Internet, télévision, téléphonie, etc) et comment ils en définissent de nouvelles ?
- **Pourquoi ?**
Pour quelles raisons les jeunes québécois s'approprient-ils certaines technologies au détriment des autres ?

Les hypothèses de la recherche

- La présence d'un jeune dans le foyer constitue un facteur de motivation pour inciter les parents à s'équiper toujours davantage.
- Le suréquipement technologique est-il la représentation d'une forme « d'insécurité et de vulnérabilité numérique »
- Les règles familiales : une façon contournée d'établir un contrôle sur les adolescents ?



Notes méthodologiques

► La phase quantitative (mars 2004 - mai 2005)

Par questionnaire - 73 questions en face à face
Échantillon aléatoire et représentatif de la population québécoise

Grand public auprès de 55 écoles privées et publiques
Auprès de 1163 jeunes âgés entre 14 et 17 ans

► La phase qualitative (avril 2005 - décembre 2006)

Entrevues d'une durée de 3 heures auprès des ados et de leur famille : 28 foyers observés

► La phase de rétroaction (janvier 2007 à mai 2007)

Groupes de discussion pour valider les résultats

Quelques observations de la phase I

Niveau

◦ 3e secondaire	41,8 %
◦ 4e secondaire	37,8 %
◦ 5e secondaire	18,3 %
◦ Non applicable	2,1 %

Région

◦ Montréal	38,4 %
◦ Laval	8,2 %
◦ Montérégie	53,3 %

Observations - suite

- 81,8 % des jeunes font du téléchargement
- 84,8 % des garçons téléchargent par rapport à 78,8 % des filles
- Les adolescents du milieu urbain téléchargent davantage que leurs confrères des régions (83,6 % contre 78,3 %).
- L'ordinateur est avant tout un outil de communication pour 34,7 % et ensuite un outil pour jouer pour 21,2 % des jeunes.
- Pour 38,1 % des garçons, l'ordinateur sert avant tout à jouer et ensuite dans 24,1 % à communiquer. Pour 47,3 % des filles, l'ordinateur sert d'abord à communiquer et ensuite dans 18,6 % à rechercher de l'information.
- Peu importe l'origine culturelle et l'âge, l'ordinateur sert avant tout à communiquer.

Observations - suite

- 63,6 % des répondants croient être la personne la plus compétente dans leur foyer.
- 74,1 % des garçons se considèrent comme la personne la plus compétente sur l'Internet tandis que cette proportion correspond à 54,4 % pour les filles.
- 81,1 % des participants de l'étude avouent être des joueurs.
- Les foyers des répondants masculins sont plus équipés en console de jeux vidéo que les foyers des répondantes.
- Les jeunes d'origine québécoise sont davantage équipés que ceux des autres cultures.
- Il apparaît que le téléphone fixe est utilisé tous les jours et ce sont les jeunes d'origine québécoise qui ont plus de téléphone fixe.
- Plus de la majorité des adolescents n'ont pas de cellulaire pour leur usage personnel. Mais ce sont les jeunes d'une origine culturelle autre que québécoise qui possèdent le plus grand nombre de cellulaire pour leur usage personnel.

Bref des résultats mitigés

- La prégnance des facteurs sociodémographiques et socio-économiques
- L'importance relative des facteurs culturels et des relations inter-adolescents
- De l'utilisation à l'appropriation: un schéma ou plusieurs schémas d'application
- Des profils de comportements par technologie, qui semblent se généraliser à plusieurs technologies

Les résultats de la phase II

- L'environnement des adolescents et de leur famille
 - Présence des technologies dans la chambre
 - Choix d'un lieu d'utilisation privilégié par les ados eux-mêmes
 - Utilisation d'une seule technologie ou de plusieurs
 - L'impact de l'environnement spatial sur l'utilisation des TIC

Quel équipement pour quelle famille ?

◦ Des familles très équipées

◦ La pluralité et la diversité des équipements



Un constat : les paradoxes de « l'espace technologique »

- Le paradoxe du suréquipement technologique et du contrôle de l'utilisation
- Le paradoxe de l'usage des TIC: de l'utilité aux dangers de l'utilisation
- Le paradoxe de l'emplacement privilégié et de l'accès aux technologies

L'impact de la variable « revenu familial »

- La forte participation des familles aisées et la faible participation des familles à faible revenu
- Le faible impact du revenu familial sur le taux d'équipement (diapositive suivante)
- Une infirmation des données de la phase I

L'impact de la variable « genre et culture »

- En général un taux d'équipement supérieur dans les familles des garçons
- 76% (34 sur 45) des consoles recensées proviennent des familles dans lesquelles le participant est un garçon. (Même résultats que lors de l'analyse quantitative)
- La popularité du cellulaire dans les familles d'une autre origine ethnique



Illustration de la variable « revenu »

Figure 3 - Moyenne du nombre d'appareils par famille selon le revenu

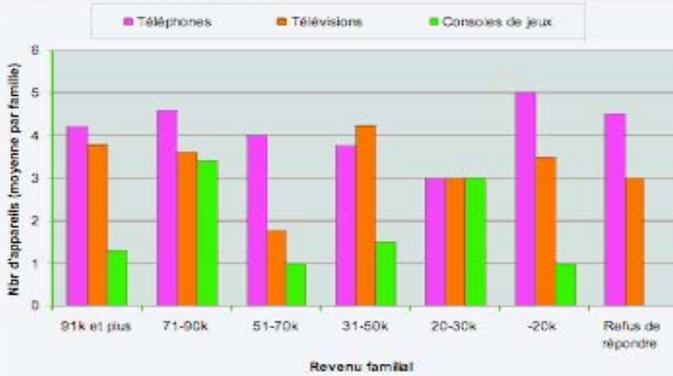


Figure 4 – Moyenne du nombre d'appareils par famille selon le revenu

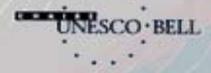
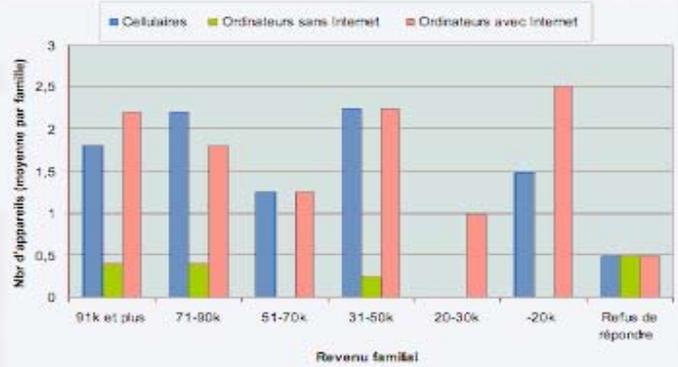
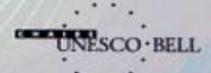
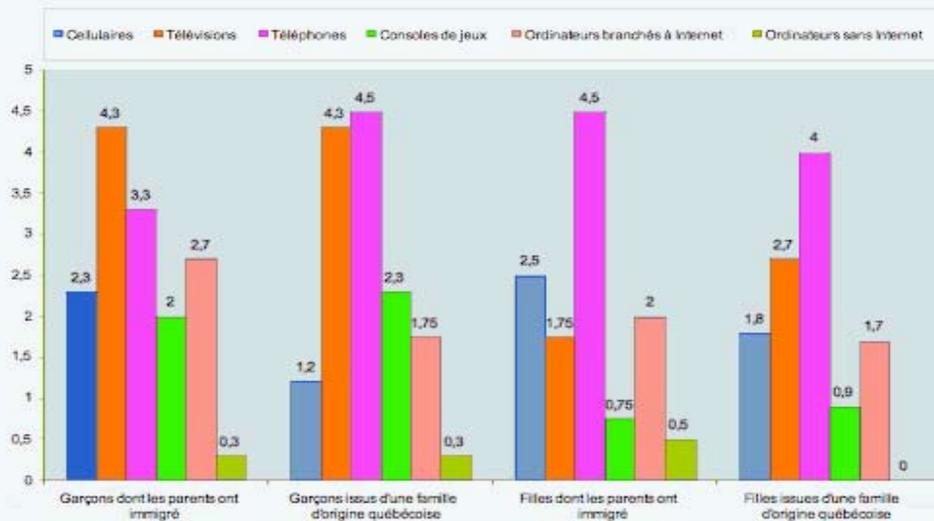


Illustration de la variable « genre et culture »

Figure 6 – Taux d'équipement des familles en fonction du genre de l'adolescent et de l'origine des parents



Des garçons mieux équipés et des filles plus contrôlées ?

- Différence significative du taux d'équipement dans les chambres des adolescents
- 15 télévisions présentes dans les chambres des jeunes interrogés, toutes origines confondues, 13 sont dans les chambres des garçons et deux dans les chambres des filles.
- Sur les 14 consoles de jeux présentes dans les chambres, 11 sont dans les chambres des garçons et trois dans les chambres des filles.
- 5 ordinateurs branchés à Internet se trouvent dans les chambres des garçons, alors que 2 sont dans les chambres des filles
- Une pratique d'Internet à la vue de tous

Les technologies ont un « genre »!

- Les garçons jouent et les filles clavardent.
- Les garçons ont un « talent naturel » pour la maîtrise des technologies alors que les filles demandent plus volontiers de l'aide.
- Un outil de valorisation pour les garçons, un outil de dénigrement pour les filles.

Vie privée et espace public : le rôle des parents

- Une utilisation active et éducative des TIC
- Des symptômes de surveillance, d'encadrement et de contrôle des ados
- De l'insécurité des parents à la sécurité des ados
- Évolution marquée du rôle des parents entre les 3 phases : initiateur - contrôleur - accompagnateur

Le point de vue des adolescents

- Se construire une identité numérique à travers le jeu, le clavardage, les forums, bref, les technologies comme la représentation du besoin d'exister.
- Développer un sentiment d'autonomie, d'efficacité et d'indépendance.
- Une appropriation qui passe par la maîtrise d'Internet
- Des « êtres technologiques » issus d'une génération branchée

Le point de vue des parents

- Les règles familiales pour protéger la vulnérabilité des adolescents
- Des parents qui se sentent moins « qualifiés » que leurs adolescents
- La double contrainte des parents : favoriser l'utilisation « publique » des TIC sans porter atteinte à la vie privée de leurs adolescents
- Le rapport complexe et dialogique entre insécurité numérique et vulnérabilité
- Des frontières à ne pas dépasser.

En conclusion, quels usages pour quelles TIC ?

- Tuer l'ennui et combler le vide
- Organiser l'action, contrôler ses activités et garder un lien permanent avec ses amis
- Se construire une identité numérique - à travers le jeu, le chat, les forums, bref, les technologies comme la représentation du besoin d'exister

Les adolescents et les technologies ?

- INNOVANTS
- Plutôt CONFORMISTES
- JOUEURS
- D'une manière générale, ils sont laissés à eux mêmes.

ESG

École des sciences de la gestion
Département de management
et de technologie
infosmantech@uqam.ca
www.mantech.uqam.ca/



Mme Magda Fusaro

Université du Québec à Montréal

UQAM

315, rue Sainte-Catherine Est
Local R-3570, 3e étage
Montréal (Québec) H2X 3X2

Vox : (1) 514-987-3000
www.uqam.ca/

Voir et entendre l'intégral des propos
de Mme Magda Fusaro

www.familis.org/riopfq/publication/pensons96/fusaro.html

Mme Chantal Tétrault

Coordonatrice du projet Mère-enfant
Centre des femmes de Montréal

Les ordinateurs et la famille, témoignage**Ma relation avec les ordinateurs**

Je suis née en 1966. J'ai vécu ma première expérience avec les ordinateurs vers l'âge de dix ans. Un jeu tout simple du fabricant Atari. Un jeu de balle qui rebondit sur un mur et qu'on doit rattraper. Je jouais à ce jeu lorsque j'étais en visite chez mon oncle. Je m'amusais bien avec ce jeu, mais je me lassais rapidement parce qu'à part la vitesse que l'on pouvait modifier, il n'y avait pas de variété dans le jeu.

À l'adolescence, j'ai reçu un jeu électronique qui s'appelait « au voleur! » Ce jeu simulait des vols et reproduisait les bruits que faisait le voleur virtuel; vitre fracassée, le voleur qui prend le métro, qui court dans la rue. Ce jeu me fascinait parce qu'à chaque fois, on ne pouvait pas prédire ce qu'il allait faire ou à quel endroit il allait faire son crime, ça changeait à chaque fois. J'ai eu de la peine lorsque le circuit électronique s'est brisé et que mon père n'a pas pu le réparer.

J'ai commencé mon apprentissage des ordinateurs au cégep. J'ai appris à travailler avec Word et Excel pour devenir secrétaire de direction (1983-17 ans) ce n'est pas facile de comprendre comment faire fonctionner ces appareils quand la seule machine qu'on connaît c'est une calculatrice. En plus, il fallait se rappeler de tous ces codes pour les fonctions parce qu'il n'y avait pas le programme « Windows ».

Mon expérience avec Internet, elle, n'est venue qu'avec le programme « branchez les familles sur internet » offert par le gouvernement du Québec en 2000 (j'avais 34 ans). Ce programme (pendant deux ans) m'a permis d'acheter un ordinateur parce que les familles admissibles avaient une aide versée sous forme d'une réduction accordée par leur fournisseur sur le coût des services de branchement sur Internet et location d'un ordinateur, ou sous forme d'un rabais lors de l'achat d'un ordinateur. Je commençais des cours à l'université alors je l'utilisais pour mes travaux.

J'utilisais beaucoup internet pour faire des recherches pour des sorties avec les enfants pour connaître les heures d'ouverture, les coûts et le trajet pour m'y rendre.

L'entrée des ordinateurs dans la vie de mes enfants

Mes enfants étaient alors âgés de 4 ans et 6 ans. Ils ont commencé par de petits jeux éducatifs (Adibou) avec des thèmes comme la terre, les planètes, les saisons, initiation aux sciences. À cet âge, c'est assez facile de diriger le choix des jeux et le temps passé sur l'ordinateur. À l'école, au service de garde ils avaient aussi accès aux ordinateurs en fin de journée. Ils se débrouillaient assez bien.

En vieillissant, les jeux d'ordinateurs se transforment tranquillement. Les deux enfants aiment les jeux de construction : (construire une armée, un parc d'attractions, une ville). Mon fils joue, à des jeux de courses d'autos et à des jeux de hockey. Ma fille aime bien habiller Barbie et faire du coloriage et les petit jeux d'enfants sur internet

J'ai cédé aux demandes de mon fils d'avoir un Playstation lorsqu'il a eu 8 ans.

Dès le départ, j'avais des doutes que ce serait plus difficile de surveiller le temps de jeu de mon garçon que celui de ma fille.

La négociation entre mon fils et moi commence à ce moment.

D'abord, notre entente était basée sur une relation de confiance, ensuite vient l'entente verbale, puis un horaire particulier, le contrat, le chronomètre... Ça demande beaucoup d'énergie et c'est difficile à gérer dans le quotidien avec toutes les responsabilités. Beaucoup de disputes, de confrontations. Alors, je décide que les jeux vidéo sont réservés aux fins de semaine. Mais comme nous sommes séparés et qu'il n'y a pas d'ordinateur chez son père, il veut profiter de ses jeux alors, on s'entend pour une fois par semaine après ses devoirs. Je lui explique que la priorité est l'école. C'est difficile, ça demande de l'énergie, mais j'y arrive et je tiens mon bout.

Adaptation de la nouvelle famille recomposée

En 2006, ma fille est alors âgée de 10 ans et mon garçon de 11 ans lorsque nous emménageons avec mon copain et ses deux filles âgées de 14 et 15 ans. L'adaptation a été difficile, mais pas à cause des enfants, mais plutôt à cause, entre autres, des différences de valeurs en ce qui concerne le temps passé devant les écrans. C'est un choc pour mes belles-filles que l'on restreigne le temps passé devant l'ordinateur. Elles sont déjà adolescentes et elles ont déjà l'habitude de passer tout leur temps devant les écrans sans que leurs parents interviennent. Elles ont vu leurs parents passer tout leur temps sur leur ordinateur parce qu'ils avaient chacun le leur. Ils étaient rendus à se parler par « clavardage » ou par courriel. La communication n'était déjà pas bonne et évidemment, le couple a éclaté. Aujourd'hui, les enfants ont de la difficulté à communiquer et la relation avec leurs parents est difficile et superficielle.

En plus du déménagement, un autre changement important s'est produit. Mes enfants ne vont plus au service de garde et ils arrivent seuls à la maison; je ne suis plus là pour superviser ce qu'ils font. Alors, nous avons mis un code pour accéder à l'ordinateur.

Mon garçon s'est retourné vers son « Playstation » et a passé ces week-ends à jouer. J'ai fait le test en n'intervenant pas, il a joué du matin au soir, en arrêtant juste pour manger. J'observe que lorsqu'il voit des amis c'est pour jouer aux écrans il va moins jouer dehors, il veut jouer la semaine, néglige les devoirs ou le fait rapidement pour jouer. J'ai retiré le « Playstation » jusqu'à ce qu'il se contrôle (14-15 ans.) Il y a des enfants qui peuvent s'arrêter tout seuls et d'autre qui ont besoin d'aide jusqu'à ce qu'ils vieillissent et prennent de la maturité. Je crois que c'est notre devoir d'intervenir et d'aider les jeunes à maintenir une vie équilibrée même s'ils sont de la « génération-écran. »

Ma fille a un Nintendo DS, un jeu miniature portable. L'avantage c'est que les logiciels sont en anglais. Elle peut le transporter lors de long trajet en auto ou en attente à la clinique. Elle se fatigue après quelque temps et préfère voir ses amies.

Points positifs d'avoir un ordi et internet à la maison

Les jeunes peuvent :

- * Avoir accès aux informations pour les recherches scolaires
- * S'informer des nouvelles locales et internationales
- * S'exprimer de façon anonyme s'ils vivent des difficultés
- * Assouvir leur curiosité sur tous les sujets
- * Visualiser des images sur quelqu'un ou quelque chose
- * Chercher des informations pour la famille; des sorties, des activités, sports, des spectacles, la météo
- * Créer; faire des bandes dessinées, dessiner
- * Faire travailler leur mémoire par l'utilisation de certains jeux qui demandent de la réflexion, de la stratégie
- * Se divertir : écouter de la musique, des vidéos sur « You Tube », des films
- * Échanger et jouer en ligne avec des gens du monde entier (facebook, clavardage)



Points négatifs d'avoir internet à la maison

Les jeunes peuvent :

- * Se refermer dans leur monde, développer un comportement antisocial
- * Opter pour les contacts virtuels et souvent superficiels
- * Avoir de la difficulté à développer une communication saine
- * S'évader dans les jeux vidéo et néglige leurs responsabilités
- * Avoir accès à des informations erronées (facilité de créer un site et d'y mettre des informations non véridiques)
- * Être victime du Cyber crime ou tout simplement d'escroquerie (vol d'identité)
- * Le Français écrit laisse à désirer avec le clavardage, ils écrivent comme ils prononcent et avec plein de diminutifs
- * Bouger moins, être moins en forme (faire de l'embonpoint)
- * Avoir moins de créativité car tout est accessible, tomber dans la facilité
- * Avoir moins de persévérance lorsqu'ils vivent un obstacle
- * Se parler au besoin et par l'intermédiaire de l'ordinateur
- * La vie familiale peut se détériorer

À garder en mémoire : Pistes de solutions

- * Être conscient qu'un mauvais usage de l'ordinateur peut avoir un effet néfaste sur notre vie, la vie de famille et celle de nos enfants, il faut être vigilant
- * Gérer le temps d'écran dès le jeune âge
- * Revenir à nos valeurs familiales; proposer aux jeunes des activités familiales, prendre le temps de discuter et de s'amuser en famille.
- * Au besoin, suivre une petite formation comme le Centre des femmes a déjà offert aux parents sur « les règles de sécurité sur Internet pour vos enfants ». Ces formations permettent, entre autres, de connaître les techniques pour bloquer certains sites. Et de bien maîtriser le fonctionnement de l'ordinateur.

* L'aider à trouver des activités qu'il aime autres que l'ordinateur (activité physique ou culturelle)

* Faire voir aux enfants leurs talents, leurs forces et les aider à les développer pour augmenter leur estime d'eux-mêmes et équilibrer leur vie

* Parler aux jeunes de l'importance d'avoir un bon réseau social et de maintenir le lien de communication et d'activités avec sa famille

Mes valeurs ont été confrontées avec la venue de l'ordinateur

J'avais l'impression de me battre contre leurs valeurs d'une société.

Certains jours, j'avais envie de céder parce que je me demandais si ce n'était pas moi qui avais des valeurs vieux jeu ou que c'est peut-être la façon de vivre de cette génération.

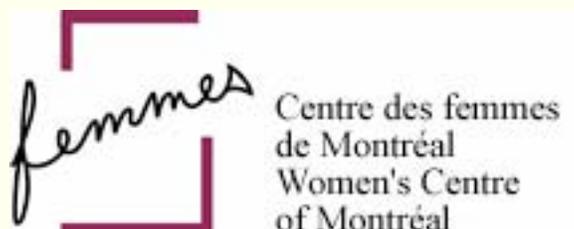
Peut-être vont-ils tout de même faire leur chemin et s'épanouir?

Je souhaite que mes enfants aient une vie équilibrée. Qu'ils arrivent à s'amuser dehors comme nous, à jouer avec des amis, à communiquer avec le reste de la famille de façon motivée, qu'ils aient des projets autres que sur les écrans.

En fait, j'ai compris que la limite se situe dans l'équilibre. Lorsque l'enfant a une vie active, qu'il pratique un sport ou qu'il a des activités parascolaires, que la communication est bonne avec les membres de sa famille et qu'il participe à la vie familiale, il n'y a pas de problème si leur moyen de relaxer est d'être devant un écran et tirons avantage de cette ère.

S'il n'est pas bien géré, l'ordinateur peut avoir un effet néfaste sur notre vie. Et comme dans tout, il faut s'en servir avec modération.

Être un bon exemple de contrôle et d'utilisateur de l'ordinateur pour que tout le monde en profite au maximum.



Centre des femmes de Montréal

3585, rue Saint-Urbain
Montréal (Québec) H2X 2N6

Vox : (1) 514-842-1066
Fax : (1) 514-842-1067

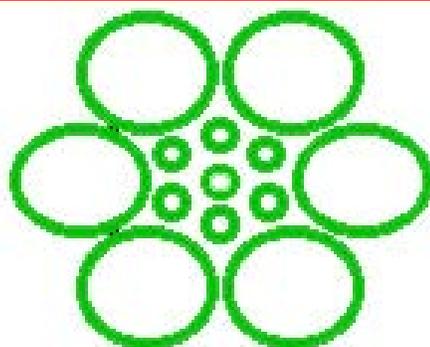
cfmwc@centredesfemmesdemtl.org
www.centredesfemmesdemtl.org

Voir et entendre l'intégral des propos
de Mme Chantal Tétréault

www.familis.org/riopfq/publication/pensons96/tetreault.html



Mme Chantal Tétréault



VIII Conférence ibéroaméricaine sur la famille

Buenos Aires
Argentine

du 25 au 27 novembre

2009



Le Regroupement inter-organismes pour une politique familiale au Québec

L'historique

Le Regroupement inter-organismes pour une politique familiale au Québec est un organisme à but non lucratif. Il a été fondé le 22 février 1983 et incorporé le 15 mai 1984.

Les objectifs

- . Regrouper les organismes familiaux et les groupes à intérêt familial
- . Effectuer toute recherche concernant la famille
- . Informer ses membres et leur fournir de la documentation
- . Agir auprès des pouvoirs publics et des médias pour promouvoir les intérêts des familles.

Les membres

Le Regroupement est un grand rassemblement d'organismes familiaux et d'organismes à intérêt familial. Il en compte actuellement quatre-vingt-seize.

Les moyens

Le *Carrefour des affaires familiales* est un centre de documentation sur les questions familiales, une centre de recherche, de développement et d'information sur les politiques familiales.

Les *déjeuners-croissants* sont organisés dix fois par année pour favoriser la rencontre et l'expression de personnes-ressources gouvernementales, universitaires et communautaires. Depuis vingt années, deux cents seize rencontres ont eu lieu.

Le *Pensons famille* est un bulletin d'information et de communication. Il en est à son quatre-vingt-seizième numéro.

Le site www.familis.org/riopfq a été créé le 8 août 1997. Il comprend plus de deux mille documents, et diffuse en webcasting les rencontres des déjeuners-croissants. Ses archives comptent cinq cent dix-huit documents audio et visuels.

Le Regroupement participe activement à l'élaboration de la politique familiale au Québec, en collaboration avec les représentants gouvernementaux, les personnes-ressources universitaires et les collègues des organismes communautaires.

Les membres du Conseil d'administration

Le président : Gérard Valade
La première vice-présidente : Ruth Laliberté Marchand
La vice-présidente secrétaire : Claire Tranquille
Le vice-président trésorier : André Thouin
L'administratrice : Merlaine Brutus
L'administrateur : Julien Ouellet
L'administratrice : Irène Ranti

Les collaboratrices et collaborateurs

La secrétaire-animatrice : Faouzia Benyahia
La secrétaire-animatrice : Nabila Aït-Aïssa Cherragui
Le cinéaste : Raymond Dumoulin
Le directeur général : Yves Lajoie
La secrétaire comptable : Jeannine Molai Ndasi



Le Regroupement inter-organismes
pour une politique familiale au Québec
4837, rue Boyer, bureau 110
Montréal (Québec) H2J 3E6

www.familis.org/riopfq Vox : (1) 514-527-8435
1-877-527-8435
riopfq@familis.org Fax : (1) 514-527-8816

Bibliothèque nationale du Québec
Bibliothèque nationale du Canada
Dépôt légal - 4e trimestre 2008

Ont collaboré au présent *Pensons famille*
Nabila Aït-Aïssa Cherragui, Raymond Dumoulin,
Faouzia Benyahia, Yves Lajoie

Les déjeuners-croissants sont diffusés

sur Internet à l'adresse :

www.familis.org/webcasting.html

Écoutez-nous et voyez-y !

Le Regroupement reçoit une subvention
du ministère de la Famille et des Aînés
en vertu de la Politique gouvernementale
L'action communautaire : une contribution essentielle
à l'exercice de la citoyenneté
et au développement social du Québec

Famille et Aînés
Québec